

**Le Bureau International
de l'Enseignement Technique
B.I.E.T.**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Mars 1937 à 14 heures

par

Roger Aronstam

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID, Professeur

Suffragants : MM. LE FUR, Professeur

Roger PICARD, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais-Royal

1937

**Le Bureau International
de l'Enseignement Technique
B.I.E.T.**

Le Bureau International de l'Enseignement Technique B.I.E.T.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Mars 1937 à 14 heures

par

Roger Aronstam

MEMBRES DU JURY :

Président : M. OUALID, Professeur
Suffragants : MM. LE FUR, Professeur
Roger PICARD, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais - Palais-Royal

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Au moment de commencer notre travail, il est utile de justifier le choix de notre sujet et de donner quelques explications générales sur le Bureau International de l'Enseignement technique.

Deux faits principaux donnent ses caractéristiques à cet organisme : d'abord, il s'intéresse à l'enseignement technique, ensuite il est international.

Il est aisé de démontrer l'intérêt que présente l'Enseignement technique pour l'état de notre monde en perpétuelle gestation. Qu'est-ce que cet enseignement technique, sinon la formation du personnel qualifié utile à la profession considérée, et par contre-coup utile à la société entière. Il est évident qu'il s'agit là d'une fonction sociale d'importance primordiale. En considérant les choses sous cet aspect, le plus général, on voit que cette fonction a dû être remplie depuis les temps les plus reculés.

Au fur et à mesure que la division du travail se développait, au fur et à mesure aussi que l'organisation sociale se perfectionnait, le besoin de main-d'œuvre experte devenait de plus en plus apparent.

Pendant fort longtemps, cette formation professionnelle s'est faite sous forme d'apprentissage à l'atelier. Un patron engageait un apprenti et, en échange des services que lui rendait le jeune homme, lui enseignait son métier. Pour se rendre compte de l'intérêt qu'attachait

l'ancien régime à l'apprentissage, il suffit de se rappeler avec quelle minutie étaient rédigés les règlements qui le régissaient ; dans sa généralité, la police de l'apprentissage était confiée aux corporations, véritables organismes de droit public, chargés d'une fonction précise dans l'Etat, et d'ailleurs contrôlés par lui. L'apprentissage survécut aux corporations, son importance est encore grande de nos jours et ce n'est que pas à pas qu'il cède du terrain devant un concurrent plus moderne et plus scientifique : l'enseignement technique.

Celui-ci a d'ailleurs un long passé, et dès le 18^e siècle il existait en Europe un certain nombre d'écoles professionnelles, c'est ainsi par exemple que la Bohême, en 1790, comptait 232 écoles industrielles (1).

Pourquoi l'Enseignement technique est-il apparu, et pourquoi s'est-il tant développé ? L'apprentissage à l'atelier avait donné satisfaction pendant des siècles ; de nos jours encore, dans certaines régions, dans certains métiers, il est toujours florissant. Alors, pourquoi cette transformation ?

Un remarquable rapport de M. Labbé, alors Directeur général de l'Enseignement Technique en France, présenté en 1925 au Congrès international de l'Enseignement technique de Charleroi, nous donne de précieuses indications à ce sujet (2).

M. Labbé arrive à cette conclusion que ce qu'on a nommé la crise de l'apprentissage apparaît surtout comme un phénomène économique et social causé par les conditions nouvelles de la production, disparition progressive

(1) GENOUD, *l'Enseignement professionnel*, Imprimerie de l'œuvre de St-Paul, Fribourg (Suisse), 1901.

(2) *Compte rendu du congrès*, Tome I, p. 760.

des petits ateliers, lieu d'élection de l'apprentissage, devant la concentration industrielle, accélérée par la concurrence économique mondiale ; développement du machinisme avec la division du travail et la simplification des tâches. En outre, l'enseignement technique apparaît comme un moyen d'instruction professionnelle nettement plus scientifique et perfectionné que l'apprentissage, lequel procède surtout par empirisme.

En tout cas, c'est un fait certain que le développement de l'enseignement technique se poursuit avec régularité, et il est clair que plus les différentes techniques progresseront, plus l'utilité de l'enseignement technique sera évidente.

Par ailleurs, l'Enseignement technique se répand dans le monde entier ; c'est un service public que les gouvernements se croient de plus en plus obligés de créer ou de perfectionner. Aussi, l'intérêt que présente une étude internationale de ces questions est évident ; le caractère international d'une telle étude permet à coup sûr des progrès plus grands et plus rapides que tout autre mode de recherche et d'organisation.

C'est ainsi que nous retrouvons les deux caractéristiques de notre Bureau : Enseignement technique, collaboration internationale.

Notre étude s'appuiera sur deux bases importantes de notre Société moderne, ce qui justifiera son intérêt. Par la même occasion, il peut être intéressant de voir les résultats que peut obtenir un organisme jeune et modeste, mais animé par un esprit de compétence et de dévouement.

PREMIÈRE PARTIE

Histoire et Organisation générale du B. I. E. T.

CHAPITRE PREMIER

Origine et naissance du B.I.E.T.

SECTION I. — LES PRÉCÉDENTS

Depuis longtemps déjà, la question d'une collaboration internationale en matière d'Enseignement technique s'est posée.

Dès 1886, la Société philomathique de Bordeaux organisait un Congrès International de l'Enseignement technique. Ce premier Congrès International fut suivi des Congrès de Paris (1889), Bordeaux (1895), Londres (1897), Anvers (1898), Venise (1899), Paris (1900). Mieux même, au Congrès de 1895, fut institué un Comité permanent des Congrès internationaux de l'enseignement technique, afin d'assurer une étude méthodique des questions d'enseignement technique, de représenter le Congrès dans l'intervalle des sessions, de veiller à l'organisation de Congrès nouveaux et d'en contrôler les programmes.

L'utilité de cette coopération internationale reparait dans les divers Congrès d'après-guerre. Déjà en 1921, au Congrès français de l'apprentissage, à Lyon, étaient représentées la Belgique par son Ministre du Travail, l'Italie, la Roumanie et la Suisse. La 8^e Commission émit le vœu « que le prochain Congrès de l'apprentissage soit un Congrès International et que la comparaison des méthodes et des résultats des cours d'apprentis institués dans les grandes nations industrielles puisse y être faite ». Ce vœu fut appuyé par les déclarations de M. Gaston Vidal, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, et du Consul Général d'Italie. Il ne s'agissait là que d'une partie de l'Enseignement technique, l'apprentissage, et il n'était pas question d'un organisme permanent, mais seulement de congrès ; le fait est cependant intéressant à noter.

En 1923 se tint à Rome un Congrès de l'Enseignement professionnel, dont la Commission internationale vota à l'unanimité la motion suivante :

« La Commission internationale du Congrès de l'Enseignement professionnel, dans sa séance du 25 Septembre, reconnaissant qu'il y aurait intérêt à coordonner les efforts faits dans les différents pays pour le développement de l'Enseignement Technique et Industriel, émet le vœu de la création d'un organisme international.

Ce bureau, dont le but serait de faciliter les études collectives et personnelles, grouperait tous les documents et le matériel didactique relatifs à cet enseignement et faciliterait les voyages d'études et les échanges internationaux du personnel enseignant et des élèves des institutions professionnelles ; son siège permanent serait fixé à Rome.

Le Commission invite le R. Istituto Nazionale d'Istru-

zione Professionale de Rome à engager les pourparlers nécessaires dans le but de réaliser ce vœu dans le plus bref délai ».

En exécution de ce vœu, l'Institut royal d'Enseignement professionnel, avec l'autorisation du Ministère italien de l'Economie nationale, organisa un bureau provisoire qui obtint l'adhésion du Bureau international du Travail à Genève. Ce bureau international provisoire d'instruction professionnelle, aidé d'un Comité organisateur comprenant des délégués de divers pays, se mit en rapport avec des correspondants dans le monde entier. Il fit preuve d'une certaine activité, publia même quelques brochures, un projet de statuts fut également établi.

Malheureusement un changement de personnes provoqua la suspension des travaux du Bureau dont l'activité se termina par la publication, sans aucun commentaire, de monographies relatives à l'enseignement professionnel dans divers pays.

*

* *

Nous arrivons maintenant aux origines directes du Bureau international de l'enseignement technique qui fonctionne aujourd'hui. Mais la création d'un tel organisme nécessitait une préparation sérieuse et on ne devait pas y parvenir sans d'assez longs préliminaires.

SECTION II. — GENÈSE DU B.I.E.T.

Le Congrès international de l'Enseignement technique réuni à Charleroi en 1925 émit le vœu de « voir s'établir une liaison étroite et permanente entre les enseignements

techniques de toutes les nations ». Ce vœu était à coup sûr trop imprécis pour aboutir à un résultat concret, mais, venant après la tentative infructueuse du Bureau de Rome, il montre bien qu'un organisme international de l'Enseignement technique paraissait toujours aussi utile à tous ces spécialistes réunis au Congrès de Charleroi.

C'est devant le Congrès de Liège en 1930, que la question fut étudiée avec toute l'ampleur et la précision désirables. La 5^e question portée à l'ordre du jour du Congrès était ainsi conçue : « Situation de l'enseignement technique professionnel dans les différents pays.

Création éventuelle d'un Office international de l'Enseignement technique ».

Le rapport sur la 2^e partie de cette question était dû à M. Jules Hiernaux, directeur de l'Université du Travail de Charleroi, qui avait été le rapporteur général du Congrès de Charleroi et qui, en cette qualité, avait fait adopter la motion citée plus haut.

Après avoir exposé qu'aucune institution internationale ne relie entre eux les enseignements techniques nationaux, après avoir rappelé que tous les autres enseignements sont groupés, M. Hiernaux fait ressortir l'intérêt que présenterait un Office international permanent de l'enseignement technique. Il démontre d'abord ses avantages sur les congrès, dont l'utilité est incontestable, mais qui ne sont organisés qu'à des intervalles assez longs, par des comités nationaux divers, sans liaison entre eux. Les congrès, faute de permanence, ne peuvent qu'émettre des vœux et n'ont pas la possibilité de suivre leur exécution ; il arrive même que ces vœux n'atteignent pas leurs destinataires. L'étude des questions manque ainsi de méthode et de continuité.

Un foyer permanent d'étude rendrait des « services énormes ». Bien entendu, il n'est pas question que cet Office donne naissance à un enseignement technique « standard », car chaque pays, chaque région même, a son caractère propre, et l'enseignement technique doit rester lié à l'économie régionale et au milieu social. Mais tous les pays peuvent fort bien profiter des progrès que l'un d'entre eux a pu réaliser.

Cet Office constituerait aussi un centre de documentation du plus grand intérêt. De plus, la création d'une bibliographie des technologies et des sciences appliquées, bibliographie à la portée de l'agent d'exécution, serait fort utile, car bien souvent les sciences appliquées ne sont pas exposées sous une forme assez pratique, assez assimilable pour les élèves de l'Ecole technique (1).

Ce serait aussi pour l'enseignement technique le moyen de propager la culture dans les masses. S'il est bien compris, ce rôle lui convient en effet certainement.

L'Enseignement technique est très disparate dans le monde ; il peut, suivant les pays, et mêmes les régions, être obligatoire pour tous, ou pour certaines professions, ou bien il peut ne pas y avoir d'obligation du tout. En tout cas, presque partout, il y a des groupements qui s'occupent de l'Enseignement technique. A ce propos, l'enseignement technique étant certainement une charge pour un pays, pourquoi n'y aurait-il pas une entente internationale sur un minimum obligatoire d'instruction professionnelle?

Après cet exposé, M. Hiernaux suggère la possibilité de

(1) Il faut en effet se souvenir que l'Enseignement technique après s'être attaché pendant de longues années à former des cadres consacre maintenant une grande partie de son activité aux agents d'exécution.

créer le nouvel organisme sous la forme d'une section de l'Institut de Coopération intellectuelle, section dotée d'une autonomie suffisante pour éviter tout risque de confusion entre sciences pures et sciences appliquées.

Cet exposé aboutit au vœu suivant, adopté à l'unanimité moins les voix des délégués anglais et italiens qui s'abstiennent, faute d'instructions précises de leurs gouvernements :

« Le Congrès international de l'Enseignement technique de Liège, réunissant les délégués de vingt-quatre nations, émet le vœu de voir créer à la Société des Nations un Office international permanent de l'Enseignement technique établi de préférence sous forme d'une section autonome de l'Institut International de Coopération intellectuelle et gardant une liaison avec le Bureau International du Travail.

Charge son Bureau de demander à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale, de prier M. le Premier Ministre et M. le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, de provoquer la mise à l'ordre du jour de cette question à la prochaine Conférence de la Société des Nations, après accord avec les deux organismes précités.

L'Office international permanent de l'enseignement technique aurait pour mission d'aider et de coordonner les efforts des nations en vue du perfectionnement de l'enseignement technique ; il les engagerait à en répandre les bienfaits par la législation et leur en donnerait les moyens par l'échange de professeurs, par une étude coordonnée des sciences appliquées, des technologies spéciales, de leur enseignement et de leurs moyens d'enseignement, de l'organisation professionnelle ; il aiderait à répandre la

culture générale dans les masses, source vraie de l'amélioration du sort des travailleurs. Le même Office serait chargé de l'Organisation d'une Conférence annuelle de l'Enseignement technique ».

L'année suivante, l'Association française pour le développement de l'Enseignement technique organisait un Congrès international à Paris (Septembre 1931), mais entre temps diverses négociations avaient eu lieu, négociations qui aboutirent à la création d'un Bureau provisoire fonctionnant à l'aide de collaborations bénévoles.

Ce Bureau put se mettre au travail immédiatement grâce à la Chambre de Commerce de Paris, qui mit à sa disposition les beaux locaux de la Place de la Bourse, dont le B.I.E.T. est encore l'hôte aujourd'hui.

Outre ce puissant appui, le Bureau acquit dès ses débuts l'aide du Gouvernement français et se mit en rapport avec le Bureau International du Travail. De sorte que, lorsque le Congrès International de l'Enseignement Technique se réunit à Paris, le 24 Septembre 1931, il existait un Bureau officieux qui avait contribué à la préparation de ce Congrès et se déclarait prêt à aider de tous ses moyens à la création définitive d'un Bureau International de l'Enseignement Technique.

La question avait été revue et étudiée de près depuis le Congrès de Liège, et c'est ainsi que pût être soumis au Congrès par M. Hiernaux un rapport très complet sur l'organisation à donner au Bureau, tant au point de vue administratif qu'au point de vue scientifique.

M. Hiernaux rappelle d'abord le vœu émis par le Congrès de Liège, vœu qui reprenait, en la précisant et en la complétant, la motion adoptée en 1925, au Congrès de Charleroi. A la suite de ce vœu, des pourparlers s'engagè-

rent, qui, malgré la lenteur et les obstacles inhérents à toute activité internationale, aboutirent à la création d'un Bureau officieux. Dès l'abord ce Bureau tendit vers un caractère international. Le rapporteur démontre l'intérêt qu'il présente, aussi bien pour les nations qui ont déjà un enseignement technique développé que pour celles qui veulent l'organiser. Les résultats des Congrès ne se borneront plus à des vœux platoniques ou à de simples acquis individuels.

L'éminent rapporteur expose alors le projet d'organisation du B.I.E.T. ; ce projet, très étudié, crée six sections, divisées en deux directions, l'une de ces directions ayant un caractère administratif, l'autre un caractère scientifique. La coordination du travail doit être assurée par un Directeur général, avec l'assistance d'un secrétaire général.

Le Bureau a fixé son siège à Paris pour diverses raisons : proximité du Congrès de 1931, nécessité de ne pas perdre plus de temps dans l'organisation, intérêt de profiter du travail accompli déjà en aidant à la préparation du Congrès. M. Hiernaux fait alors ressortir que le Bureau actuel, formé surtout de Français, ne cherche nullement à s'imposer ; il travaille bénévolement et se contente d'offrir sa collaboration.

Le Bureau International de l'Enseignement Technique devait être définitivement constitué par l'adoption du vœu ci-dessous, voté par l'Assemblée plénière du 26 Septembre 1931, et qui fut également approuvé par l'Assemblée des délégués officiels des gouvernements.

« Le Congrès International de l'Enseignement Technique siégeant à Paris en 1931, reprenant le vœu adopté au Congrès de Liège en 1930 et confirmant les motions des

Congrès de Rome en 1923 et de Charleroi en 1925, émet le vœu :

de voir poursuivre sans interruption le travail commencé par le Bureau provisoire International de l'Enseignement Technique, qui a siégé à Paris depuis trois mois ;

charge le Bureau provisoire de l'envoi des vœux du Congrès de Paris à tous les Gouvernements et l'invite à intervenir pour conseiller l'exécution de ceux qui peuvent recevoir une sanction immédiate sans déroger aux lois et aux règles établies dans les diverses nations ;

dit que l'ordre de préférence des travaux du Bureau doit être donné à l'orientation professionnelle, à la formation, au recrutement et aux échanges des professeurs ainsi qu'à l'étude du matériel didactique et des sciences appliquées ;

invite le Bureau provisoire à déposer ses conclusions et un projet de statuts au Bureau International du Travail en lui offrant d'être sa Commission Consultative pour l'Enseignement Technique, à condition d'être agréé comme tel par son Conseil d'Administration ;

considérant d'autre part, les facilités données par la Chambre de Commerce de Paris et l'aide promise par les Pouvoirs Publics, décide d'établir le siège du Bureau International à Paris et le charge d'organiser le prochain congrès de l'Enseignement Technique à Bruxelles, en 1932 ».

Voici quelle était la composition du Conseil d'Administration provisoire, à qui le congrès avait confié la mission de faire vivre le nouveau Bureau :

Président d'honneur :

- M. Edouard HERRIOT, Président du Comité d'Organisation du Congrès et de l'Association française pour le développement de l'Enseignement Technique.

Président :

- M. Edmond LABBE, Directeur général de l'Enseignement Technique en France.

Membres :

- MM. J. FONTEGNE, Inspecteur général de l'Enseignement Technique.
- H. GAILLARD, Président de la Commission administrative des Ateliers-Ecoles de la Chambre de Commerce de Paris, Commissaire général du Congrès International de l'Enseignement Technique.
- M. J. HIERNAUX, Directeur général de l'Université du Travail de Charleroi, Président du Conseil supérieur de l'Enseignement Technique de Belgique.
- LAPIERRE, Secrétaire adjoint de la Confédération générale du Travail.
- A. LOMONT, Directeur général des Ateliers-Ecoles de la Chambre de Commerce de Paris, Secrétaire général du Congrès.
- H. LUC, Directeur général adjoint de l'Enseignement Technique.
- R. MORTIER, Trésorier du Congrès International de l'Enseignement Technique, Secrétaire général de l'Association Française pour le développement de l'Enseignement Technique.
- M. J. QUANTIN, Président du Comité Interprofessionnel de l'Apprentissage.

PERSONNEL PERMANENT

Directeur général :

M. HIERNAUX.

Secrétaire général :

M. LOMONT.

Directeur de la première section :

M. FONTEGNE.

Directeur de la deuxième section :

M. N... (Suisse).

Trésorier :

M. MORTIER.

SECTION III. — PÉRIODE D'ORGANISATION

I. *Généralités.*

Grâce à ce Conseil d'Administration, grâce au puissant appui de M. Labbé, grâce à la Chambre de Commerce de Paris, le B.I.E.T. avait pu prendre naissance.

Il s'agissait maintenant de l'organiser matériellement, de le faire vivre. Ses promoteurs n'allaient évidemment pas l'abandonner dans le travail très important qui lui incombait. Il fallait convaincre les Etats de l'intérêt que présentait pour eux le B.I.E.T. ; il fallait convaincre les grands Groupements susceptibles d'adhérer au B.I.E.T. ; le Congrès avait nettement précisé que le B.I.E.T. devait demander son appui au Bureau International du Travail, il fallait donc solliciter le patronage de ce dernier.

Mais ces deux obligations entraînèrent la nécessité pour

le Bureau de rédiger immédiatement son statut ou plutôt un projet de statut. Ce dernier devait être établi d'accord avec le B.I.T. et de même il était bien certain que les Etats ne donneraient pas leur adhésion au Bureau de l'Enseignement Technique avant de connaître exactement à quoi ils s'engageaient et quels étaient les avantages qu'on leur offrait en échange. C'était dire le désir du Bureau de se mettre à l'œuvre sans retard.

En dehors de ce très gros travail de mise en train qui exigeait de nombreuses démarches et une correspondance abondante, le Bureau provisoire devait entamer son labeur normal sans perdre de temps. En effet, le Congrès l'avait chargé de l'organisation du Congrès de Bruxelles. Le Bureau tenait, en outre, à rassembler sans délai une documentation abondante, ce qui lui paraissait un de ses devoirs essentiels.

On voulait également publier dès que possible un Bulletin de l'Enseignement Technique.

Or, pour mener à bien cette tâche considérable, le B.I.E.T. ne disposait que de très peu d'argent et ne pouvait rétribuer qu'une seule employée. Sa réussite à ce moment est due sans aucun doute, en dehors de l'appui matériel de la Chambre de Commerce de Paris, qui mit même à sa disposition le personnel de la Direction des Ateliers-Ecoles dans les moments de presse, au dévouement et à la compétence des hommes qui dirigeaient la marche du nouvel organisme.

Il faut nommer tout particulièrement M. A. Lomont, directeur général des Ateliers-Ecoles de la Chambre de Commerce de Paris, qui, malgré des occupations déjà accablantes, assumait dès l'origine la très lourde tâche de secrétaire général et qui organisa matériellement le Bureau.

Si l'on pense que la fonction de Secrétaire général comme les autres fonctions du B.I.E.T. était et est restée purement bénévole, il paraît juste de signaler en passant, un homme à qui le B.I.E.T. doit beaucoup.

Les autres Membres du personnel permanent étaient M. Hiernaux, Directeur général, qui contribua si fortement à la création du Bureau et qui lui apporta le secours efficace de son influence et de son autorité, M. Fontègne, Directeur de Section, et M. Mortier, Trésorier.

Grâce à son Conseil d'Administration et à son personnel permanent, grâce à la Chambre de Commerce de Paris, le B.I.E.T. réussit à se tirer à son honneur des obstacles qui entravent les premiers pas de beaucoup d'organisations semblables.

II. *Œuvre du Conseil d'Administration provisoire.*

Le Bureau provisoire s'inquiéta d'abord de la rédaction du statut ; à vrai dire, un projet avait déjà été soumis au Congrès, mais il fallait obtenir l'adhésion du Bureau International du Travail, et des échanges de vues appaurent indispensables. Le B.I.T. envoya une délégation à Paris et des entrevues très importantes eurent lieu les 3, 4 et 5 Décembre 1931 (1). Le statut définitif fut adopté lors de la séance du Conseil d'Administration du B.I.E.T. du 15 Février 1932, après que le conseil eut examiné et pris en considération les décisions et les observations du B.I.T. Le B.I.E.T. en entreprit sans délai la traduction et la publication en plusieurs langues.

Il faut noter d'ailleurs que ce statut comportait des

(1) Voir plus loin chap. concernant les rapports du B.I.E.T. avec le B.I.T.

mesures transitoires, dispositions que nous retrouverons plus loin.

Dès cette époque, le Secrétariat du B.I.E.T. se préoccupa de faire connaître son existence et d'obtenir des adhésions : lettres directes aux Gouvernements, lettres aux Ambassades, à de grands Groupements, aux Attachés commerciaux, et, en particulier, nous devons noter celles qui furent adressées aux Etats qu'il y avait intérêt, en raison de leurs travaux, à grouper sans retard (Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie). Le Bureau adressa aussi des communiqués à la presse et aux postes radiophoniques.

En même temps, il commençait à réunir une documentation importante, jetait les premières bases pour la publication d'un Bulletin, se mettait en rapport avec divers organismes étrangers et établissait des listes d'adresses qui pourraient l'intéresser.

Simultanément, le B.I.E.T. avec l'aide d'un Comité Belge, entreprenait l'organisation du Congrès de Bruxelles, qui devait être la première manifestation importante de son activité. Ce fut un gros succès pour le Bureau qui en avait établi le règlement et l'ordre du jour, désigné les rapporteurs appartenant à divers pays et assumé la propagande. 30 Nations étaient représentées à ce Congrès qui groupait 1.500 adhérents.

En dehors des travaux du Congrès proprement dit, le Conseil d'Administration provisoire tint à Bruxelles deux importantes réunions, les 27 et 28 Septembre. A ces réunions assistaient des délégués du B.I.T. et les représentants de 11 Nations.

Ces réunions permirent de donner quelques précisions

sur l'activité du B.I.E.T. Une communication de M. Maurette, délégué du Bureau International du Travail, précisa la position de cet important organisme, vis à vis du B.I.E.T. Dès que ce dernier aura pris le caractère largement international qui lui est nécessaire pour remplir sa mission, le B.I.T. pourra envisager une participation plus directe.

Un débat engagé au sujet du montant de la cotisation confirma une décision de principe du Conseil d'Administration provisoire, qui l'abaissait ; cette mesure devait permettre l'adhésion de plusieurs Gouvernements qui n'auraient certainement pas accepté de verser la subvention prévue au statut.

On procéda à la nomination de quelques délégués étrangers, à titre provisoire, car ces nominations ne pouvaient devenir définitives que lorsque les Etats auraient donné officiellement leur adhésion au B.I.E.T.

En attendant, l'Assemblée des délégués officiels décida de confirmer dans ses fonctions le Bureau provisoire, lui confiant la mission de convoquer le Conseil d'Administration définitif lorsque cela lui semblerait opportun. L'Assemblée prolongea aussi, et jusqu'en 1936, le mandat du Directeur général et du Secrétaire général.

Elle décida également que les Congrès seraient bisannuels et fixa l'époque de principe à laquelle ils seraient tenus : dans la semaine qui suit Pâques. Sur la proposition de la délégation espagnole, l'Assemblée décida, en même temps, que le prochain congrès aurait lieu en Espagne, le Gouvernement espagnol devant fixer la ville où se tiendrait le Congrès.

A la suite de ces séances importantes, le B.I.E.T. continua son travail d'organisation intérieure. Il entra en rela-

tions avec divers Instituts Internationaux. En même temps, il continuait sa propagande et commençait la préparation du Congrès de 1934, demandait aux Gouvernements des renseignements officiels pour enrichir sa documentation et entreprenait des démarches, en vue d'échanges internationaux de professeurs.

Tout ce travail d'organisation provisoire, mené sous la haute direction de M. Labbé par le Secrétaire général, M. Lomont, permit d'arriver à la séance très importante du 17 Mai 1933. A cette date, en effet, eut lieu la constitution du Conseil d'Administration définitif et l'adoption de mesures provisoires qui devaient permettre au B.I.E.T. de vivre et de prospérer d'une façon plus modeste que ne le prévoyait le Statut, au moins tant qu'il n'aurait pas obtenu un développement suffisant pour permettre d'appliquer intégralement ce dernier.

A cette époque, la situation du B.I.E.T. était la suivante : avaient accepté d'être représentés au Conseil d'Administration les Pays suivants : Belgique, Egypte, Espagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas. Le B.I.E.T. espérait l'adhésion prochaine de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

avaient adhéré officiellement : l'Algérie, l'Autriche, la Roumanie, la Tunisie. La Lettonie et la Finlande avaient officieusement annoncé leur adhésion.

Quinze pays avaient désigné des Correspondants et le B.I.E.T. comptait comme adhérents divers une vingtaine de collectivités publiques (départements français, provinces belges) et de grands groupements.

Le Conseil élu à l'unanimité Président du Conseil d'Administration, M. Edmond Labbé, Président du Conseil d'Administration provisoire et Directeur général de l'En-

seignement Technique en France. M. Abbott, Représentant de la Grande-Bretagne, fut élu Vice-Président. Il fut décidé de réserver l'élection d'un 2^e Vice-Président jusqu'au moment où le Conseil d'Administration aurait été complété par les adhésions en instance.

A ce Conseil d'Administration assistaient les délégués de la Grande-Bretagne, de la Belgique, des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Pologne, un représentant du Bureau International du Travail et un représentant de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, ainsi que les Membres du Conseil d'Administration provisoire et les observateurs de plusieurs Etats. Un certain nombre de délégués avaient exprimé leur regret de ne pouvoir assister à cette réunion.

CHAPITRE II

Le Statut

Un projet de statut avait été soumis au Congrès de Paris en Septembre 1931 ; le Congrès se borna à déclarer que le B.I.E.T. devait prendre contact avec le B.I.T. et lui soumettre un projet de statut. On avait voulu laisser les mains libres au Bureau pour les démarches qu'il devait entreprendre et les relations qu'il devait entretenir.

Après des négociations marquées par une correspondance active avec le B.I.T. et plusieurs entrevues avec des délégués de cet organisme, le statut fut rédigé après complet accord entre les deux organismes et il fut adopté définitivement par le Conseil d'Administration du B.I.E.T. dans sa séance du 15 Février 1932 (1).

On prévoyait pour le B.I.E.T. un développement très rapide et des ressources abondantes. On verra qu'en fait le nouvel organisme a dû assouplir provisoirement ce statut trop rigide qui aurait pu entraver son développement.

Quoi qu'il en soit, occupons-nous d'abord de la tâche qui lui incombait.

(1) Voir partie II, chapitre I, Section II : Rapports avec le B.I.T.

SECTION I. — OBJET DU B.I.E.T.

L'article 2 du statut donne des indications très précises sur le champ d'activité du bureau.

« Il a pour but et pour mission de coordonner les efforts des nations en vue de l'organisation, du développement et du perfectionnement de l'Enseignement Technique.

Il aide les gouvernements à en répandre les bienfaits par la législation et leur en donne les moyens par une étude coordonnée de l'Enseignement Technique en général, de son rôle, de sa pédagogie, de l'expansion des sciences appliquées et des technologies spéciales, de leur enseignement et de leurs moyens d'enseignement, ainsi que de l'organisation de l'orientation professionnelle ».

En somme, ce qui entre dans la compétence du bureau, c'est l'étude de l'enseignement technique entendu dans un sens aussi large que possible, aussi bien au point de vue scientifique qu'au point de vue pratique.

Ainsi, le B.I.E.T. a un rôle en quelque sorte double : il doit d'abord consacrer son activité à étudier l'enseignement technique, à le faire progresser au point de vue théorique, rechercher les meilleures méthodes d'enseignement et ensuite, fort de son expérience et de son savoir, il agira comme guide et comme conseiller technique des gouvernements pour les matières qui rentrent dans sa compétence.

Il n'est pas question pour lui d'avoir une sorte d'autorité supérieure ; il ne peut que donner des avis sans prendre de décision. Bien entendu, les avis d'un tel organisme, résultats d'études internationales, menées par des gens très qualifiés, auront une autorité morale considérable, et la plupart du temps, les Etats auront tout intérêt à les sui-

vre, mais en droit, il n'y a pas le moindre doute, aucune obligation n'existe.

Ce rôle est tout à fait net vis-à-vis du Bureau International du Travail ; en vertu du traité de paix, l'enseignement technique et professionnel rentre dans la compétence de cette institution ; le B.I.E.T. lui apportera son concours. Les travaux préparatoires du statut (rédigé comme nous l'avons vu en complet accord par les deux organismes) font ressortir, encore plus nettement que le statut lui-même, que le B.I.E.T. est pour l'organisation internationale du Travail une véritable commission internationale d'experts, et rien de plus. Naturellement, une considération particulière s'attache à cette commission en raison de sa permanence, de son universalité et de son caractère officiel. Il n'en est pas moins certain que ni le Bureau International du Travail, ni les Etats affiliés au B.I.E.T., ni évidemment ceux qui lui restent étrangers, ne sont tenus d'appliquer les décisions prises par cet organisme.

Toutes ces dispositions permettent de répondre par avance à une objection qui pourrait être sérieuse : l'enseignement technique doit dans chaque pays rester adapté au milieu économique et social ; un organisme International ne va-t-il pas aboutir à rendre similaire, à standardiser l'enseignement technique ? La liberté de chacun lui permettra d'adapter à son usage particulier les règles générales qui lui seront données.

Le B.I.E.T. est également chargé d'organiser les congrès internationaux de l'Enseignement technique. L'organisation de ces Congrès est d'ailleurs un des moyens les plus efficaces dont il dispose pour accomplir sa mission.

Le statut stipule que ces congrès doivent être convoqués au moins tous les deux ans et donne quelques indications

sur la manière dont ils sont organisés ; c'est le B.I.E.T. par l'organe de son Conseil d'Administration qui arrête le règlement des congrès et fixe le programme de leurs travaux. Cette disposition apparaît tout à fait indispensable ; nous avons vu en effet qu'avant la création du Bureau, on se plaignait fréquemment et à juste titre du manque de continuité entre les différents congrès, et de l'absence de méthodes en ce qui concernait les matières portées à l'ordre du jour et l'étude des questions. Une question examinée fragmentairement lors d'un congrès précédent pouvait très bien être traitée plusieurs fois, sous des aspects plus ou moins variés, et sans la moindre utilité. Le manque de liaison entre les organisateurs de Congrès était une grave lacune ; il était nécessaire de dire que le B.I.E.T. devait y porter remède ; c'était là un de ses buts essentiels et celui-là même qui avait déjà été visé en 1895. Par la même occasion, il était utile de préciser que ce point était du ressort de l'organe dirigeant du Bureau, le Conseil d'Administration.

Cependant, ce n'est pas un organe permanent, mais l'Assemblée plénière du Congrès qui doit fixer le siège du prochain congrès ; cette assemblée plénière réunissant le plus grand nombre possible de délégués officiels des Gouvernements, il semble que cette solution soit celle qui donne la meilleure garantie à la majorité des nations, et spécialement à celles qui ne sont pas représentées dans les organes de direction.

En résumé, le Bureau International de l'Enseignement Technique a pour rôle, en coordonnant les efforts des divers pays, de favoriser de tous ses moyens l'organisation, le développement et le perfectionnement de l'enseignement technique.

SECTION II. — ORGANISATION GÉNÉRALE

Le statut prévoit une organisation assez compliquée ou qui apparaît telle parce que le B.I.E.T. n'a pas atteint d'emblée le développement que les rédacteurs du statut souhaitaient pour lui. Il est d'ailleurs très probable que la lenteur et la mesure avec lesquelles cet organisme a progressé lui ont donné une solidité et une stabilité qu'il n'aurait pu acquérir autrement.

Ses Membres.

Il y a deux sortes de membres : d'abord des gouvernements, ensuite des collectivités ou groupements divers et des particuliers.

Les gouvernements sont dits affiliés au B.I.E.T. ; ils doivent verser une subvention fixée par l'article 23 du statut (0 fr. 002 par habitant) ; cette subvention peut être abaissée dans certains cas par le Conseil d'Administration.

Chaque Gouvernement affilié désigne un correspondant du B.I.E.T. ; c'est une personnalité prise dans son administration propre et choisie pour sa compétence en matière d'enseignement technique. Ce correspondant, autorisé à communiquer avec le B.I.E.T. sous la haute autorité de son gouvernement, rassemble la documentation et centralise les recherches dans son pays. C'est un agent de liaison entre le Bureau et son pays ; et la liaison ainsi assurée est bien souvent plus rapide et plus souple que les relations entre le Bureau et les gouvernements.

Ces correspondants sont en outre bien placés pour être des propagandistes de tout premier ordre.

Nous devons remarquer ici que certains Etats, quoique

non affiliés au B.I.E.T., ont désigné des correspondants. C'est une façon de participer aux travaux du B.I.E.T., sans que cela entraîne le moindre engagement de leur part. Le B.I.E.T. qui a toujours cherché à étendre son influence internationale a accueilli avec plaisir ces correspondants un peu spéciaux, mais qui lui apportaient un appui moral non négligeable, en plus de la documentation que, dans la pratique, ces correspondants fournissent très volontiers.

Les membres autres que les Gouvernements sont dits membres adhérents ; ce sont des collectivités de droit public (provinces belges, départements français) ou de droit privé (sociétés ou associations diverses), ou bien même des particuliers, et qui versent une contribution fixée par l'article 24 du statut (2.500 francs). Ces membres adhérents doivent être agréés par le Conseil d'Administration ; on évite ainsi que des groupements peu intéressants ne viennent encombrer le bureau.

A ce propos, il serait possible de soutenir que seuls les Etats devraient pouvoir faire partie d'un organisme tel que le B.I.E.T. ; pourtant cette disposition a été prise d'accord avec le Bureau International du Travail, et il paraît qu'il y a tout intérêt à la conserver ; en effet, pour des raisons constitutionnelles, certains Etats pourraient rester en dehors du B.I.E.T. tout en se faisant représenter par des groupements divers ; certains Etats fédéraux par exemple ont laissé l'organisation de l'Enseignement technique aux Etats fédérés ; ceux-ci peuvent se faire représenter par un organisme commun. En outre, il y a tout intérêt, semble-t-il, à réunir le plus grand nombre possible de bonnes volontés au sein du B.I.E.T. Souvent en outre ces associations sont très qualifiées pour participer directement aux travaux entrepris. D'ailleurs les statuts ne donnent

pas aux membres adhérents des pouvoirs tels que leur intervention puisse faire dévier l'action du Bureau.

Le Comité de Patronage.

Le Bureau fonctionne sous la haute autorité d'un Comité de patronage auquel sont invités les chefs des départements ministériels des gouvernements affiliés qui ont l'enseignement technique dans leurs attributions et ceux qui ont exercé la même autorité depuis 1931. Le statut est muet quant au rôle de ce Comité de patronage ; en fait, celui-ci ne s'est jamais réuni et n'a pas exercé la moindre influence. Il semble que ce soit simplement un moyen d'intéresser de hautes personnalités à l'existence du B.I.E.T.

Le Conseil d'Administration.

La gestion du B.I.E.T. est assurée par un Conseil d'Administration qui est le véritable organe directeur. L'article 7 du Statut nous en donne la composition :

« Le Conseil d'Administration est formé de dix-neuf membres :

— Trois membres désignés par le B.I.T.

— Dix membres ressortissants de 10 Etats différents élus tous les quatre ans par les délégués officiels des Gouvernements aux Congrès Internationaux de l'Enseignement technique ;

— Le directeur général du B.I.E.T. ;

— Trois membres élus tous les quatre ans par les membres ci-dessus désignés dont un représentant des employeurs et un représentant des ouvriers ou employés ;

— Deux membres adhérents élus tous les 4 ans par l'ensemble des Membres adhérents, tels qu'ils sont définis par l'article 24.

Ils sont rééligibles. En cas de démission ou de décès d'un Membre du Conseil d'Administration, son remplaçant est choisi dans la catégorie ou, éventuellement dans la nationalité à laquelle appartenait son prédécesseur ; le Membre du Conseil ainsi désigné achève le mandat de celui qu'il remplace ».

En outre l'article 12 ajoute que le Directeur du B.I.T. pourra, soit personnellement, soit en se faisant représenter, assister à titre consultatif à toutes les séances du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

Il en sera de même du Directeur de l'Institut international de Coopération intellectuelle, du Président de l'Institut International d'Agriculture et du Directeur de l'Institut international du Cinématographe éducatif.

Il faut ajouter que les articles 36 et 37 prévoient des dispositions transitoires : l'article 36 confie au Bureau provisoire jusqu'à la première Assemblée générale les pouvoirs accordés au Conseil d'Administration ; cet article est devenu caduc depuis l'assemblée générale du 17 Mai 1933 ; quant à l'article 37, il stipule que : « En dérogation à l'article 7 et pour la période 1932-1936, les dix membres dont l'élection est normalement confiée aux délégués officiels des Gouvernements aux Congrès internationaux de l'Enseignement Technique, seront directement désignés par les Gouvernements des dix Etats qui présentent la plus grande importance en matière d'Enseignement Technique.

« La détermination des Etats qui présentent la plus grande importance en matière d'enseignement technique sera faite après consultation du B.I.T. ».

Dès Janvier 1932, le Bureau International du Travail faisait connaître, à titre officieux, les Etats qui devaient être représentés au Conseil d'Administration.

Fonctions du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration prend ses décisions à la majorité des membres présents.

Il reçoit les propositions des Congrès et, par l'intermédiaire du Bureau International du Travail, celles des gouvernements. On se demande pourquoi les gouvernements ne peuvent communiquer directement avec le Conseil d'Administration, alors que les délégués de dix d'entre eux en font partie ; il n'est pas très aisé de découvrir la raison de cette entremise du B.I.T., il s'agit probablement de déférence envers celui-ci. Cependant il est représenté au Conseil d'Administration et a donc tous les moyens d'intervention nécessaires. Et comme, à un point de vue strictement juridique, le B.I.E.T. est nettement subordonné au B.I.T. auquel son statut lui prescrit d'apporter son concours, il n'a ni le droit, ni le pouvoir de passer outre à ses volontés.

Il semble donc que cette disposition n'ait qu'une utilité théorique, en pratique d'ailleurs elle n'est ni applicable, ni appliquée.

Le Conseil d'Administration prend connaissance des travaux d'études et de recherches ainsi que des propositions du Directeur Général.

Il est chargé de la gestion administrative, établit le budget suivant certaines modalités et arrête les comptes. Il envoie au B.I.T. toutes questions qui, en vertu de la compétence et de la constitution de ce dernier, lui paraissent devoir être mises à l'ordre du jour des conférences internationales du Travail en vue d'accords internationaux.

Enfin, il tranche tous les cas qui n'auraient pas été prévus au statut.

D'autre part, sous certaines réserves de nationalité, il désigne le personnel permanent.

D'après le statut, le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an, mais l'Assemblée générale du 17 Mai 1933 a posé la règle que le Conseil d'Administration se réunirait deux fois par an, en Novembre et en Mai.

Il élit chaque fois un Président pour l'année en cours ; ce délai semble d'ailleurs bien court et un Président dont la fonction ne dure qu'un an ne semble pas avoir une autorité suffisante en face d'un Directeur Général, nommé pour sept ans, comme nous le verrons plus loin, et cela en raison surtout de ce que des dispositions transitoires, que nous retrouverons plus tard, donnent au Président du Conseil d'Administration du B.I.E.T. un caractère d'activité et d'autorité particulièrement développé ; ces dispositions transitoires ne paraissent guère devoir être abrogées à bref délai, et il semble ainsi que ce point puisse dans l'avenir avoir quelques inconvénients.

Certes, la forte personnalité de l'éminent Président actuel, M. Labbé, et l'autorité qui s'attache à lui, suffisent à écarter toute crainte ; d'ailleurs, grâce toujours à des mesures transitoires, M. Labbé a été élu Président le 17 Mai 1933 pour une durée de trois ans. Mais il est à craindre que des circonstances aussi favorables ne se représentent pas toujours ; ainsi on pourrait peut-être souhaiter une modification de cette présidence trop courte.

Le Statut ne donne aucune indication sur la question des Vice-Présidents du Conseil d'Administration ; il n'en parle même pas.

En fait, on s'est aperçu que cette fonction répondait à une nécessité et, comme aucun article du statut ne l'interdisait, on a considéré que le Conseil d'Administration, compétent pour faire un règlement administratif et pour trancher tous les cas non prévus au statut, pouvait fort bien

décider de cette question, et ainsi le B.I.E.T. s'est donné trois vice-présidents.

En somme, le Conseil d'Administration a une composition assez large qui lui assure une liaison directe non seulement avec les gouvernements, mais encore avec les groupements patronaux et ouvriers, et aussi avec le B.I.T. et d'importants Instituts internationaux.

Comme, en outre, ses attributions sont d'une ampleur considérable, et surtout aussi générales que possible, il est net que c'est pour le B.I.E.T. l'organe essentiel qui met en branle son activité, la surveille et lui assure la continuité désirable.

L'Assemblée Générale.

Il existe un autre organe constitutionnel important : l'Assemblée générale.

Le Conseil d'Administration doit la convoquer annuellement, étant spécifié qu'elle coïncidera avec le Congrès l'année où aura lieu ce dernier (1).

L'Assemblée Générale comprend deux sortes de membres : d'abord les délégués des Etats affiliés, ensuite les membres adhérents. Ces derniers disposeront chacun d'une voix lors des votes qui pourront intervenir. Une disposition spéciale laisse en dernier ressort toute autorité aux délégués des gouvernements ; voici donc comment doit fonctionner l'Assemblée générale.

Elle est formée de l'ensemble des deux groupes que nous venons de voir ; cependant il est précisé que les délégués

(1) En fait la décision prise au congrès de Bruxelles (1932) de ne convoquer que tous les deux ans les congrès Internationaux de l'Enseignement Technique, fut également appliquée aux Assemblées générales du B.I.E.T.

officiels et les représentants des membres adhérents pourront former deux collèges distincts ; la proposition des délégués officiels sera prépondérante après une nouvelle discussion en cas d'opposition entre les deux collèges.

« L'assemblée générale est compétente pour approuver les budgets, les comptes arrêtés par le Conseil d'Administration. Elle donne à celui-ci décharge de sa gestion financière. Elle entend le rapport moral du Conseil et en approuve les conclusions (article 28) ».

En outre (article 35) : « Sur proposition du Conseil d'Administration ou d'un quart des délégués officiels des gouvernements affiliés, le présent statut peut être modifié par l'Assemblée générale à la majorité des 2/3 des délégués officiels présents, sous condition que les 2/3 des gouvernements affiliés soient représentés ».

L'Assemblée générale a ainsi des pouvoirs importants : surveillance et contrôle du Conseil d'Administration, modifications aux statuts, élection de membres du Conseil d'Administration par chacun des collèges qui la composent. Mais ces pouvoirs, si importants qu'ils soient sont limités d'une façon très précise ; en outre, l'Assemblée Générale est plus malaisée à convoquer que le Conseil d'Administration, aussi celui-ci, doté de pouvoirs beaucoup plus généraux, reste l'organe directeur essentiel.

SECTION III. — PERSONNEL PERMANENT

Le statut prévoit un personnel très important. Les cadres sont désignés par le Conseil d'Administration. Ils comprennent : un Directeur Général désigné pour sept ans,

un Secrétaire Général, deux Directeurs, six chefs de section, et en outre un trésorier.

Ce personnel doit comprendre les ressortissants de sept Etats au moins, choisis parmi les Etats ayant apporté le plus d'activité au développement de l'Enseignement technique.

Un Comité de Direction, organisé par l'article 10, est formé du Directeur Général, du Secrétaire Général, des Directeurs et du Trésorier. Il désigne le personnel de cadre et d'exécution.

L'ensemble du personnel est organisé hiérarchiquement et soumis à l'autorité du Directeur Général.

Le personnel d'exécution figure également au statut qui se montre très généreux à cet égard.

En dehors de la Direction Générale, les services sont groupés en deux Directions, chacune divisée en trois sections.

La Première Direction, Services Généraux, comprend les sections suivantes :

- 1^{re} Section. — Législation, contentieux et réglementation ;
- 2^e Section. — Orientation et sélection professionnelles ;
- 3^e Section. — L'enseignement technique et les autres enseignements.

La Seconde Direction, Services Scientifiques, comprend :

- 4^e Section. — Formation et recrutement du personnel ;
- 5^e Section. — Sciences appliquées ;
- 6^e Section. — Installation, outillage.

Les traitements sont ceux prévus au barème des fonctionnaires français, résidant à Paris, avec une équivalence établie par les soins du Conseil d'Administration. Il est

spécifié que le Conseil d'Administration peut créer de nouvelles sections sous réserve de l'approbation du Congrès.

Il ne paraît pas utile d'étudier plus en détail cette organisation compliquée, trop lourde pour un organisme nouveau, qui n'a jamais été appliquée et ne paraît pas près de l'être, au moins dans son ensemble (1).

SECTION IV. — BUDGET

C'est le Conseil d'Administration qui arrête chaque année le budget ; il le communique pour information à tous les intéressés (Gouvernements affiliés, membres adhérents, Bureau International du Travail), et pour approbation à l'Assemblée générale.

Les ressources comprennent : 1° les subventions des gouvernements ; cette subvention est fixée à 0,002 francs français par habitant. Le Conseil peut, dans certains cas non précisés, abaisser le minimum de subvention ; cette dernière clause, nous le verrons, a prouvé son utilité à maintes reprises.

2° Les cotisations des adhérents, fixées à 2.500 frs au minimum.

3° Les dons éventuels pour lesquels un régime spécial est établi. Ces dons doivent être placés en capitaux et seuls leurs revenus annuels sont considérés comme recettes normales, moins 20 % affectés à un fonds de réserve. Le boni de chaque exercice est géré et placé de même façon.

(1) Dans la pratique le personnel permanent est réduit à un secrétaire général bénévole et à deux employés appointés. Il n'a été créé aucune direction ni section et le Comité de Direction ne s'est jamais réuni régulièrement.

*
* *

Les dispositions qui précèdent n'ont jamais pu être mises en application.

En pratique, on se trouva dans l'obligation de faire jouer la clause qui abaissait le taux des subventions, ce qui diminua dans de très grandes proportions les ressources prévues. Cependant la méthode très sage suivie par le B.I. E.T., au détriment peut-être de son activité, a permis non seulement d'équilibrer le budget, mais encore de constituer des disponibilités assez importantes (environ 120.000 francs au 1^{er} Janvier 1937) pour permettre de développer progressivement l'action du bureau.

Le projet de budget de 1936, approuvé à l'unanimité par le Conseil d'Administration du 6 Décembre 1935, table sur 250.000 francs de recettes, y compris les disponibilités au 1^{er} Janvier 1936. Il affecte 50.000 francs au personnel, 30.000 francs au bulletin, 20.000 francs aux traducteurs, 10.000 francs aux frais de correspondance et 8.000 francs aux imprimés ; il est prévu une avance de 80.000 francs pour la préparation du Congrès de Rome ; 120.000 francs sont destinés à diverses dépenses, et enfin 40.000 frs doivent aller au fonds de réserve.

Nous donnons ci-dessous le Budget de 1937, tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale Statutaire du 30 Décembre 1936 :

PREVISION DE RECETTES

Disponibilités au 1^{er} Janvier 1937

(fonds de réserve), environ (1) 100.000,»»

I — Recettes ordinaires

Subvention des Gouvernements :

Allemagne	6.000,»»
Algérie	10.000,»»
Belgique	10.000,»»
Chine	300,»»
Egypte	5.000,»»
Espagne	»
Esthonie	500,»»
Finlande	1.000,»»
France	20.000,»»
Grande-Bretagne . . .	10.000,»»
Italie	10.000,»»
Lettonie	500,»»
Pays-Bas	5.000,»»
Pologne	3.000,»»
Portugal	10.000,»»
Tunisie	10.000,»»
U.R.S.S.	10.000,»»
	100.000,»»

Cotisations des adhérents et
abonnements aux informations 20.000,»»

A prélever sur les fonds de ré-

(1) Les comptes ne seront arrêtés que le 31 Décembre.

serve pour compenser le manque
de recettes (2) 40.000,»»

————— 160.000,»»

II — *Recettes extraordinaires*

Remboursement des avances faites pour le
Congrès de Rome 50.000,»»

210.000,»»

PREVISION DE DEPENSES

I — *Dépenses ordinaires*

1 — Personnel	70.000,»»
2 — Traductions	5.000,»»
3 — Frais de correspondance..	10.000,»»
4 — Fournitures de bureau et imprimés	8.000,»»
5 — Bulletin du B.I.E.T. (im- presssion et diffusion) — Impression bibliographie..	40.000,»»
6 — Dépenses du Comité (Réu- nions du Conseil d'Admi- nistration, Réceptions des délégués officiels)	12.000,»»
7 — Documentation, abon- nements	5.000,»»
8 — Documentation fournie aux adhérents	3.000,»»

(2) Des démarches seront faites auprès des pays affiliés en vue
d'obtenir une augmentation des subventions annuelles.

9 — Matériel (agencement des bureaux)	5.000,»»	
10 — Divers	2.000,»»	
		160.000,»»

II — *Dépenses extraordinaires*

Organisation des Congrès	50.000,»»	
		210.000,»»

Ces chiffres permettent de constater la faiblesse des ressources financières du B.I.E.T. ; 120.000 francs de recettes normales et permanentes pour un organisme qui groupe une trentaine d'Etats, c'est bien peu de chose. Il est certain que nous trouvons ici le point qui a gêné le travail du Bureau. Mais on voit néanmoins que, grâce à une gestion prudente et avisée, il a été possible d'assurer une situation financière saine et même de constituer une réserve importante, tout en faisant preuve d'une activité fort honorable.

CHAPITRE III

Application pratique du Statut Modifications et interprétations apportées au Statut

Lorsqu'il s'agit de mettre en application le statut que nous venons d'examiner, on se trouva devant des difficultés assez sérieuses. Le B.I.E.T. était un organisme tout nouveau, qui était en pleine croissance et à qui il fallait certainement un assez long délai et beaucoup de précautions avant d'atteindre son stade définitif.

On sait les difficultés que rencontrent bien souvent les institutions internationales et c'est bien ce qui arriva.

Pour faire face à ce statut très complet, peut-être trop complet, il eût fallu des ressources que le B.I.E.T. ne possédait pas, et ne pouvait même pas espérer avoir bientôt.

En effet, la subvention de 0 fr. 002 s'avérait trop forte et les Etats ne paraissaient pas décidés à y faire face. De la même façon, la cotisation de 2.500 francs prévue pour les membres adhérents était trop élevée. Les gouvernements, les collectivités témoignaient de leur sympathie envers la nouvelle organisation internationale de l'enseignement technique, mais beaucoup se déclaraient incapables de supporter les charges qu'elle entraînerait pour eux, ou tout au moins déclaraient que ces charges leur pa-

raissaient trop lourdes en regard des avantages qu'ils pouvaient en attendre.

D'un autre côté, comment construire l'édifice si bien tracé sur le papier si l'on manquait des ressources suffisantes. Le problème reparaissait sous une autre forme si l'on abaissait les cotisations ; encaisser peu de subventions ou encaisser des subventions plus nombreuses, mais moins abondantes, le résultat était le même. Et comme on était en droit de supposer qu'il faudrait rétribuer à un taux élevé, en raison de leur valeur, les hommes capables de faire vivre et progresser le B.I.E.T., le problème apparaissait très difficile à résoudre.

Comment réussit-on à surmonter ces obstacles ?

Il semble utile de rappeler ici l'aide apportée au B.I.E.T., dès ses débuts, par la Chambre de Commerce de Paris. Cette puissante Compagnie hébergea, et d'une façon tout à fait convenable, le nouvel organisme, dans son immeuble de la Place de la Bourse.

Le personnel d'exécution du B.I.E.T., réduit pendant très longtemps à une seule employée, pouvait à peine suffire au travail courant. Comment faire quand se présentaient de très gros travaux comme la préparation d'un Congrès ?

Ici encore, la Chambre de Commerce apporta une aide précieuse, en mettant à la disposition du Bureau du personnel fourni par la direction générale de ses ateliers-écoles. Ce renfort qui se fit sentir pendant de longues périodes, des mois quelquefois, a seul permis de mener à bien ces travaux de longue haleine. Cette aide intermittente put s'exercer sans à-coup parce que le Directeur général des Ateliers-Ecoles n'est autre que le Secrétaire général du B.I.E.T., M. Lomont.

Cependant la situation n'était améliorée qu'en partie par le secours ainsi prêté ; en effet, le Bureau était logé, il pouvait compter, dans les moments de presse, sur une aide importante en personnel d'exécution. Tous ces avantages, qu'il obtenait à titre gracieux, étaient bien loin d'être négligeables. Mais il était quand même absolument indispensable d'acquérir la collaboration d'Etats et de groupements aussi nombreux que possible, si l'on voulait donner au Bureau le caractère international qu'il visait, et lui fournir les moyens matériels et l'appui moral qui lui permettraient de travailler avec succès à sa tâche.

Pour obtenir l'adhésion d'Etats nombreux, le Conseil d'Administration provisoire décida de ne pas réclamer la subvention de 0 fr. 002 par habitant, qui avait été prévue au statut et de fixer le minimum de la subvention à 10.000 francs avec possibilité de l'abaisser dans certains cas. Cette suggestion fut approuvée à l'Assemblée générale du 27 Septembre 1932, tenue à l'occasion du Congrès de Bruxelles ; le délégué polonais, M. Pawlowski, avait même proposé de fixer ce minimum à 5.000 francs, mais il ne fut pas suivi.

Par contre, on décida en même temps que la cotisation des adhérents serait maintenue en principe à 2.500 francs, malgré l'intervention d'un délégué espagnol qui craignait que les associations ouvrières ne soient défavorisées par une cotisation aussi élevée. Cependant on admit que les associations se fédèrent, ou bien que, par une cotisation de 500 francs, elles se contentent de recevoir le Bulletin et la documentation du B.I.E.T., sans pouvoir participer aux assemblées.

En somme, on créait une catégorie spéciale de membres adhérents, pour qui le minimum de la cotisation était fixé

à 500 francs et on accepta même plus tard des cotisations inférieures à 500 francs en tenant compte de la situation particulière de certains organismes ; mais le Conseil d'Administration, dans sa séance du 22 Novembre 1933, décida qu'en aucun cas, la cotisation ne pourrait être inférieure à 100 francs, prix de l'abonnement annuel aux « Informations du B.I.E.T. ».

Ces mesures permirent au B.I.E.T. de recueillir des adhésions qu'il n'aurait jamais pu obtenir avec les taux primitivement prévus. Malheureusement les ressources financières s'en trouvèrent atteintes et arrivaient à un total réduit, il était donc impossible de payer le personnel de direction qui était nécessaire pour faire fonctionner le bureau, même au ralenti.

Or nous avons vu que, pendant toute la période d'organisation, le B.I.E.T. avait bénéficié de collaborations bénévoles, que de cette façon, il avait pu se préparer à rendre les services qu'on attendait de lui, et qu'il avait même commencé à rendre des services effectifs. C'est grâce toujours au dévouement de ses dirigeants que le B.I.E.T. put prospérer. Depuis sa création, il n'a jamais eu à payer que le personnel d'exécution, tout le travail supérieur étant assuré à titre purement bénévole par des collaborateurs de la plus grande valeur ; même une charge lourde et surtout permanente, comme celle de Secrétaire Général, n'a jamais entraîné la moindre dépense.

L'expérience avait démontré qu'on ne pouvait songer à appliquer intégralement le statut : faute de ressources suffisantes on ne pouvait recruter le personnel très important qui avait été prévu, on ne pouvait mettre en application le plan de travail initial, et, comme conséquence, il était difficile également de maintenir le principe d'organi-

sation hiérarchique sur lequel on s'était basé. Il devenait nécessaire de prendre des mesures pour permettre au Bureau de travailler avec les moyens dont il disposait.

*

* *

C'est dans ces conditions que le Conseil d'Administration, réuni à Paris le 17 Mai 1933, prit les décisions suivantes sur la proposition du Bureau provisoire.

1° Etant donné la situation budgétaire, le Bureau continuera à travailler avec un personnel d'exécution réduit au strict minimum et avec des collaborateurs bénévoles. Ces derniers seront d'abord les membres du Conseil d'Administration provisoire, qui sont disposés à continuer leur concours dans les mêmes conditions, et ensuite tous ceux qui voudront bien se joindre à eux.

2° L'Assemblée générale approuve les décisions du Conseil d'Administration provisoire qui a admis que la cotisation prévue à l'article 24 pourrait être réduite suivant les possibilités de chaque pays.

3° Les dépenses seront engagées dans l'ordre suivant :

a) rétribution du personnel d'exécution, frais de correspondance et de secrétariat.

b) traduction des documents officiels fournis par les pays affiliés et impression de ces documents dans une feuille d'informations. On précisa que, par raison d'économie, cette feuille serait publiée uniquement en français ; dès que les ressources le permettront, elle sera établie en plusieurs langues.

c) Participation dans la mesure du possible aux frais de déplacement des délégués étrangers et des membres du

Conseil d'Administration qui ne seraient pas rémunérés par leurs gouvernements respectifs.

*

* *

Par la même occasion, en raison de l'absence de certains délégués qui n'avaient pu être présents, par suite de circonstances diverses, on décida d'enregistrer la présence et l'adhésion des délégués qui assistaient à la séance et feraient partie du Bureau définitif. La place des délégués qui, pour des raisons variées, n'ont pu venir, restera vacante.

D'autre part, et bien que cette séance dût aboutir à la constitution du Conseil d'Administration définitif, le Conseil d'Administration provisoire proposa que ceux de ses membres qui avaient pris bénévolement une part au travail du B.I.E.T. continuent à faire partie du Conseil d'Administration, dans les mêmes conditions, et à titre consultatif.

L'éminent Président, M. Labbé, fit ressortir avec précision que les membres du Conseil d'administration provisoire ne demandaient qu'à céder leur place à un Conseil d'Administration définitif et régulièrement désigné. Cependant, il semblait que le Bureau avait tout intérêt à utiliser ces collaborations bénévoles et à profiter de l'expérience déjà acquise dans la conduite du Bureau.

Cette organisation du travail du Conseil d'Administration ne pouvait être que provisoire. Il fut décidé qu'elle serait maintenue en principe jusqu'en 1936, date à laquelle prenait fin la mission conférée au Directeur Général et au Secrétaire Général par l'Assemblée générale tenue à l'occasion du Congrès de Bruxelles (Septembre 1932).

Il fut entendu que si, avant 1936, il paraissait possible

de constituer le Conseil d'Administration tel qu'il était prévu au statut, les membres du Conseil provisoire seraient les premiers à le demander. Ils ne cherchaient nullement à s'imposer, mais offraient seulement et provisoirement leur collaboration bénévole.

Cette proposition qui concordait avec l'état de fait paraissait tellement logique que c'est à l'unanimité et sans aucune difficulté qu'elle fut adoptée. Un point seulement fut précisé, sur la proposition de M. Maurette, qui représentait le B.I.T. : « seuls les délégués officiels de chaque état auraient le droit de vote. Si plusieurs membres français du Conseil d'Administration provisoire se trouvent présents, seul le délégué officiel du gouvernement français participera au vote ». L'utilité de cette précision est évidente (1).

L'assemblée ayant décidé que les fonctionnaires supérieurs du B.I.E.T. seraient tous bénévoles, il était à craindre que l'organisation prévue au statut et qui les hiérarchisait n'entraînât des heurts. Pour y parer on décida de les mettre tous sur le même plan, sans aucune pensée de subordination entre eux, l'autorité étant remise entre les mains de la personnalité toute désignée pour remplir ce rôle : le Président du Bureau, arbitre nécessaire pour assurer la coordination des travaux. Le Conseil d'administration se réunirait deux fois par an, en Novembre et en Mai et donnerait les directives que le Président serait chargé de faire exécuter. Le Président aurait alors un rôle très

(1) Notons en passant que la disposition relative à la constitution provisoire du Bureau fut examinée de nouveau le 17 Mai 1934, à l'occasion du Congrès de Barcelone ; et l'on décida alors de maintenir le statu-quo jusqu'en 1936. L'Assemblée générale, qui s'est tenue à Rome dans les derniers jours de 1936, lors du congrès, a renvoyé l'examen de la question à l'Assemblée générale de 1938.

actif, et exercerait son autorité sur tout le personnel et sur toute la vie du Bureau.

Cette disposition fut adoptée à l'unanimité, sur la proposition du Conseil d'Administration provisoire, ainsi du reste que toutes celles qui précèdent.

Cette importante séance se termina par la formation du Bureau ; les représentants de huit Etats furent désignés pour y siéger.

Le Bureau International de l'Enseignement Technique prenait enfin le caractère largement international qu'il souhaitait depuis sa naissance.

*

* *

Nous avons vu ainsi apporter toute une série de modifications au statut primitif. Toutes ces modifications étaient en principe provisoires. Par décisions successives ce provisoire est maintenu jusqu'en 1938, date à laquelle, au congrès de Berlin, l'examen des Statuts doit être fait dans toute son étendue. Que devons-nous en penser ?

Au premier abord, et d'un point de vue étroit, on pourrait certes regretter toutes ces modifications ; l'application intégrale du statut aurait présenté certains avantages ; il est toujours dangereux de s'écarter de la loi, même temporairement.

Mais si l'on veut considérer les choses sous un angle plus large, si l'on se rend compte que ce qui importait avant tout, c'était d'assurer la vie et la progression du Bureau International de l'Enseignement technique, si l'on recherche les raisons profondes de ces transformations, on ne peut qu'approuver l'action du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale. Ils ont su s'écarter de

la lettre trop étroite du statut pour se tourner vers son esprit.

Ce qu'avaient voulu les rédacteurs du statut, c'est avant tout créer et faire vivre un organisme qui leur paraissait utile. Les faits ayant démontré l'intérêt qu'il présentait, il était naturel que ses dirigeants prennent, au jour le jour, toutes les mesures nécessaires pour maintenir son existence.

Le Bureau a donc bien fait de s'adapter pour vivre, et ce faisant, il n'a fait que transposer sur un plan moins élevé le vieil adage, qui place avant toutes choses le salut de l'Etat.

Ces mesures ont d'ailleurs été approuvées par des Assemblées Générales, qui auraient pu valablement opérer des modifications à titre définitif et qui, a fortiori, pouvaient donc fort bien apporter des retouches temporaires.

La cause profonde des modifications qui s'imposèrent est aisée à découvrir : le statut était en fait, dans son ensemble, inapplicable. Il était inapplicable, non parce qu'il était mal fait, au contraire, à part certaines de ses dispositions qui se sont révélées gênantes à l'usage, il était logiquement conçu, assurant au B.I.E.T. une indépendance suffisante, tout en sauvegardant le légitime droit de surveillance des Etats et du Bureau International du Travail.

Mais ce qui rendait ce statut difficile à appliquer, c'est qu'il était trop ambitieux. Il prévoyait un total de 32 fonctionnaires, alors qu'aujourd'hui encore, après des années de sage administration, le Bureau ne dispose que de deux employées permanentes rémunérées et ne fait appel aux services de deux traducteurs que dans la mesure de ses disponibilités financières. Il aurait fallu, pour permettre l'application intégrale du statut, des conditions

économiques plus favorables, qui auraient permis au Bureau d'avoir une plus grande part dans les libéralités des Etats.

Remarquons ici d'ailleurs que les rédacteurs du statut avaient prévu des ressources beaucoup plus élevées, ce qui équilibrait tout à fait logiquement leur œuvre. Malheureusement, la crise économique a empêché les Etats de s'intéresser autant qu'il l'aurait fallu à un organisme pourtant de grande valeur.

C'est pourquoi, en assouplissant ce statut, en permettant au B.I.E.T. de vivre modestement avant de grandir, l'Assemblée Générale du 17 Mai 1933 a simplement mis les principes de l'organisation du B.I.E.T. en concordance avec des faits constatés. Les mesures prises ont révélé leur efficacité pour l'avenir de l'organisme en permettant un développement progressif du Bureau.

*

* *

Le Bureau International de l'Enseignement Technique a maintenant cinq années d'expérience derrière lui. Il peut donc songer à se donner des statuts définitifs.

Il faudra garder de l'ancienne organisation tout ce qui a prouvé son utilité. La répartition des pouvoirs entre l'Assemblée générale et le Conseil d'Administration est excellente ; sans doute faudra-t-il prolonger les pouvoirs du Président, si on lui garde le rôle très actif qui lui a été attribué depuis 1933.

La composition du Conseil d'Administration a jusqu'à présent donné satisfaction. Il semble pourtant qu'elle présente un point faible : l'élection des dix délégués des Gou-

vernements par l'Assemblée Générale. Que se passerait-il si par malheur on n'élisait pas le délégué d'un des grands pays qui sont à l'avant-garde de l'Enseignement Technique mondial ? N'y aurait-il pas à craindre quelque décision inspirée par la mauvaise humeur ? Peut-être y aurait-il intérêt à créer quelques sièges permanents au sein du Conseil d'Administration.

La réglementation de l'Assemblée Générale n'a pas amené de difficultés jusqu'à présent. Une lacune se présente pourtant : certains membres du Conseil d'administration, les délégués du B.I.T. par exemple, n'en font pas partie. Il semble logique pourtant que des hommes éminents et qui ont pris une large part à la vie de l'organisation internationale de l'enseignement technique puissent avoir voix délibérative à l'Assemblée Générale. Il est certain que cette lacune sera comblée lors de la prochaine modification des statuts (1).

Mais il serait surtout nécessaire de trouver une solution à la question financière ; cela semble assez difficile. Les Etats se sont refusés à payer une cotisation suffisante pour organiser le Bureau sur les larges bases qui devraient être les siennes ; donc, sauf transformation de ce côté, il faudra bien que le Bureau continue à vivre modestement, comme il a vécu, en progressant avec une sage lenteur. A ce point de vue, on ne peut que déplorer cette faiblesse financière qui interdit de développer les services de recherches comme on le voudrait, faute de pouvoir rémunérer de tels travaux.

(1) En fait cette lacune n'existe plus. La décision dans ce sens a été prise par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale qui s'est tenue à Rome le 30 Décembre 1936 ; elle sera introduite dans le statut au moment où celui-ci sera rédigé définitivement.

En tout cas, le Bureau International de l'Enseignement Technique a maintenant une expérience suffisante pour rédiger les statuts qui lui conviennent, et on ne peut que lui faire confiance pour réformer et simplifier l'ancien statut qui, avec les assouplissements que nous avons vus lui a tout de même permis non seulement de vivre, mais encore de grandir et de prospérer.

★

★ ★

Il a été décidé à Rome le 30 Décembre 1936, lors de l'Assemblée générale, de maintenir le statu-quo jusqu'au prochain Congrès qui se tiendra à Berlin en 1938.

Voici le texte de ces décisions :

- 1) *L'examen du Statut est renvoyé au prochain Congrès ;*
- 2) *La validité du Statut actuel est prolongée jusqu'à la même date ;*
- 3) *Le Conseil d'Administration dans sa forme et sa composition actuelles est prorogé dans ses fonctions.*

L'Assemblée générale a probablement considéré que, l'organisation actuelle ayant donné entière satisfaction et le Bureau progressant régulièrement, il était sage de patienter encore quelque temps et de ne pas donner au Bureau son organisation définitive, avant qu'il n'ait atteint son développement complet.

DEUXIÈME PARTIE

Activité du B. I. E. T.

CHAPITRE PREMIER

Rapports avec les Gouvernements et les Organismes Internationaux

SECTION I. — RAPPORTS AVEC LES GOUVERNEMENTS

Pour recueillir l'adhésion de pays assez nombreux, le B.I.E.T. a dû, ainsi que nous l'avons vu, corriger ses statuts. Il en a été récompensé et, à l'heure actuelle, une très large collaboration internationale lui est acquise.

Le Conseil d'Administration compte parmi ses membres les délégués des gouvernements de dix Etats très importants : Allemagne, Belgique, Egypte, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, U.R.S.S. Les gouvernements affiliés qui ne font pas partie du Conseil d'Administration sont au nombre de treize. En outre, huit Etats ont désigné un correspondant.

En résumé, le B.I.E.T. jouit actuellement du concours de 31 Etats ; tout laisse à prévoir que ce nombre ne peut que s'accroître dans l'avenir.

A titre indicatif, nous donnons ci-dessous la liste des Etats affiliés au B.I.E.T. avec la date à laquelle ils ont définitivement accepté d'en faire partie.

Pays membres du Conseil d'Administration :

	Date d'adhésion
France	1931
Belgique	27 Mai 1932
Grande-Bretagne	18 Février 1933
Espagne	23 Mars 1933
Pays-Bas	4 Mai 1933
Pologne	6 Juillet 1933
Italie	8 Août 1933
Allemagne	14 Août 1933
Egypte	7 Octobre 1933
Union des Républiques Soviétiques Socialistes	25 Février 1936.

Pays adhérents :

Tunisie	1 ^{er} Janvier 1933
Algérie	10 Avril 1933
Roumanie	11 Avril 1933
Autriche	23 Mai 1933
Etats du Levant s/mandat français	2 Juin 1933
Yougoslavie	27 Octobre 1933
Finlande	14 Novembre 1933
Uruguay	24 Novembre 1933
Maroc	4 Décembre 1933
Chine	20 Avril 1934
Lettonie	24 Mai 1934
Portugal	12 Mai 1935
Esthonie	4 Février 1936

Pays ayant désigné des correspondants :

Brésil	Etats-Unis
Bulgarie	Haïti
Chili	Hongrie
Cuba	Irlande.

Il nous paraît utile de noter que certains pays ont posé des conditions particulières en acceptant de faire partie du Bureau. C'est ainsi que la Grande-Bretagne n'a donné

son adhésion que pour cinq ans et sous réserve que des Etats suffisamment nombreux adhèreraient au Bureau. L'Italie a posé des conditions du même genre.

Cette prudence provient tout simplement du fait que ces Etats adhéraient à un organisme nouvellement constitué et tenaient à rester sur leurs gardes. La question ne présente plus évidemment la même importance, le B.I.E.T. groupant des Etats en grand nombre.

Aujourd'hui d'ailleurs, la Grande-Bretagne et l'Italie comptent parmi les Pays qui collaborent le plus activement aux travaux du B.I.E.T. Le dernier Congrès International de l'Enseignement Technique, organisé naturellement par le Bureau, s'est tenu à Rome, en Décembre 1936, après avoir été retardé par les événements politiques de l'année.

Il a remporté le plus vif succès et notons en passant l'empressement avec lequel se sont inscrits les participants italiens, ce qui est un sûr garant de l'intérêt porté par l'Italie à l'organisation internationale de l'enseignement technique.

*

* *

Un autre pays, l'Allemagne, n'adhéra qu'à certaines conditions :

« 1° En raison du développement qu'a pris l'enseignement technique en Allemagne, celle-ci tient à participer à la conduite des affaires.

2° L'Allemagne désire être assurée que toutes les demandes adressées au B.I.E.T., qui concerneraient l'enseignement technique en Allemagne lui seront transmises

pour lui permettre de prendre la responsabilité des réponses.

3° Enfin, l'Allemagne tient à pouvoir utiliser le canal du B.I.E.T. pour se procurer les renseignements qu'elle pourrait désirer sur l'enseignement technique dans les autres pays et à pouvoir diffuser, par la même voie, tous renseignements et explications concernant son propre enseignement technique ».

Ces conditions furent acceptées sans aucune difficulté par le Conseil d'Administration, comme exactement conformes au statut et à l'action du Bureau ; la seule réserve fut qu'il n'était pas possible de faire appel à des concours autres que bénévoles, en raison de la situation financière.

On précisa qu'aucune publication sur l'Enseignement Technique Allemand ne serait faite sans l'accord préalable du Gouvernement Allemand.

Ajoutons également que certains Etats ont déclaré ne vouloir être tenus à aucune charge financière, du fait de leur adhésion au B.I.E.T., d'autres ont strictement limité leurs engagements financiers.

Enfin, conformément à ce que nous avons vu, certains pays ont désigné des correspondants qui se tiennent en relation avec le Bureau, suivant les modalités prévues au Statut.

★

★ ★

Dans l'ensemble donc, les relations des gouvernements avec le Bureau International de l'Enseignement technique sont tout à fait normales et toujours animées d'un esprit de collaboration mutuelle, qui facilite grandement les progrès de l'enseignement technique.

SECTION II. — RAPPORTS AVEC LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Dès sa création, le B.I.E.T. s'était préoccupé d'entrer en relation avec le Bureau International du Travail. En effet, aux termes du Préambule de la Partie XIII du Traité de Versailles, celui-ci était compétent pour tout ce qui concerne l'Enseignement technique et professionnel.

Cependant l'Organisation Internationale du Travail n'avait pas la possibilité de s'occuper, autant qu'elle l'aurait désiré, de l'Enseignement Technique, vu la multiplicité des tâches qu'elle a à accomplir et la limitation relative de ses ressources et de son personnel ; elle devait donc trouver un concours extérieur pour lui faciliter cette partie de sa tâche. Ce concours pouvait lui être donné sous forme d'une commission extérieure du B.I.T. sans lien administratif ou financier avec lui.

C'est dans ces conditions que le Bureau International du Travail envisageait de collaborer avec un organisme international permanent réunissant des gens compétents en Enseignement Technique et exclusivement attaché à l'étude de cette matière.

C'est pourquoi, dès les débuts de l'organisation internationale de l'enseignement technique, M. Albert Thomas, l'éminent directeur du Bureau, lui fut tout à fait favorable.

Il lui fut même favorable à un point tel que, par lettre du 1^{er} Août 1931, M. Henri Gaillard, Commissaire Général du Congrès de Paris, qui présidait alors aux travaux du Bureau provisoire, crut pouvoir lui annoncer que, sur son autorisation verbale, il avait placé le Bureau International

de l'Enseignement Technique sous le patronage du Bureau International du Travail et demandait confirmation officielle de ce patronage.

Mais tout cela était un peu prématuré, et la réponse de M. Albert Thomas, en date du 19 Août, devait remettre les choses au point.

M. Albert Thomas se montrait un peu surpris et craignait quelques difficultés en raison de l'empressement apporté à créer le nouvel organisme. Il avait pensé qu'il ne s'agissait là que d'un projet à soumettre, d'une part au Congrès international de l'enseignement technique (qui devait se réunir en Septembre) et d'autre part au Conseil d'Administration du B.I.T.

Tout en témoignant de sa sympathie pour le jeune Bureau, il ne pouvait lui accorder le patronage du B.I.T. sans une décision du Conseil d'Administration.

Nous allons voir en effet que le B.I.T. ne voulut pas s'engager envers le B.I.E.T. sans avoir étudié très soigneusement la question et sans avoir pris de sérieuses garanties ; c'était d'ailleurs tout naturel de la part d'un organisme international officiel aussi important.

Dans ce but, le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, lors de sa session d'Octobre 1931, donna mission à son Bureau de se mettre en rapport avec le Bureau provisoire de l'Enseignement technique, pour s'informer plus exactement sur la nature, la composition, le fonctionnement du dit Bureau afin de lui faire, le cas échéant, des propositions en vue de relations à établir pour l'avenir.

A la suite d'une correspondance assez abondante et de démarches entreprises à Genève par M. Luc, alors directeur adjoint de l'Enseignement Technique en France

et Membre du Conseil d'Administration provisoire, apparut la nécessité d'entretiens directs. Ces entretiens eurent lieu à Paris, les 4 et 5 Décembre 1931. Y participaient pour le Bureau International du Travail, M. Mahaim, Président du Conseil d'Administration ; M. Oersted, vice-président patronal ; M. Corneille Mertens, vice-président ouvrier ; Sir Atul Chatterjee, vice-président gouvernemental, avait dû s'excuser au dernier moment.

Le B.I.E.T. était représenté par son bureau provisoire.

De ces conversations ressortit pour les représentants du B.I.T. l'impression que le Bureau International de l'Enseignement Technique, avec des moyens limités, avait déjà fourni un effort méritoire et un travail intéressant.

La délégation du B.I.T. posa la question de la nature juridique du B.I.E.T. A vrai dire, les créateurs de ce dernier bureau n'avaient guère songé à la question ; ils étaient des spécialistes de l'enseignement technique et cherchaient avant tout à assurer la vie du Bureau. Cette considération juridique leur semblait accessoire.

On aboutit très aisément à la conclusion que le B.I.E.T. n'était ni une organisation spéciale de la Société des Nations ou de l'Organisation internationale du Travail, ni un organisme officiel de droit public à placer sous l'autorité de la Société des Nations, en vertu de l'article 24 du pacte. C'était pour le moment un simple organisme de droit privé, pour qui il serait toujours temps plus tard, le cas échéant, de faire reconnaître son caractère d'organisme de droit public.

*

* *

Les conversations portèrent également sur la composition et l'organisation du nouveau bureau et surtout sur

les modalités éventuelles de représentation du B.I.T. On aboutit aux propositions suivantes : trois Membres désignés par le B.I.T. devaient être appelés à siéger au Conseil d'Administration, un rapport annuel serait adressé au B.I.T.

Ces modalités sont en somme celles qui furent prévues au statut et qui, toujours appliquées, ont permis une collaboration active et efficace entre le Bureau International du Travail et le B.I.E.T.

*
* *
*

Voici les conclusions du rapport rédigé à ce sujet le 15 Décembre 1931 par le Directeur du B.I.T., rapport très favorable à des relations étroites avec le B.I.E.T., et qui fut soumis au Conseil d'Administration du B.I.T., à sa 56^e session le 14 Janvier 1932 :

Des entretiens de Paris, il ressortait surtout que « le B.I.E.T. est une organisation privée ; ses statuts paraissent bien établir ce caractère et permettre ainsi, sans équivoque une collaboration active bien définie avec le B.I.T. ;

les statuts paraissent prévoir pour cette collaboration des modalités efficaces et acceptables constitutionnellement par le B.I.T. ;

en particulier, en dehors des relations prévues dans les statuts du B.I.E.T., il est proposé de réunir une commission consultative mixte entre les deux organismes ».

La discussion s'engagea sur ce rapport, le 15 Janvier 1932 et donna lieu à un échange de vues approfondi entre les membres du Conseil d'Administration du B.I.T.

Ceux-ci furent unanimes à reconnaître que l'enseignement technique était bien du ressort du B.I.T., et que le

Bureau international provisoire de l'enseignement technique poursuivait une œuvre digne d'intérêt.

Cependant certains d'entre eux présentèrent plusieurs objections ; le B.I.E.T. étant un organisme privé, il convenait d'étudier de très près, et sur un plan général, les rapports que le B.I.T. pouvait entretenir avec une organisation de ce genre. A cela on fit observer (particulièrement M. Mahaim) que le B.I.E.T. n'était un organisme privé que sous un certain angle, puisqu'il était fortement soutenu par des gouvernements et des Comités nationaux. Le B.I.E.T. était d'ailleurs tout prêt à prendre la forme juridique qui faciliterait ses relations avec le B.I.T. M. Jouhaux et M. Oersted firent en outre ressortir qu'il existait un précédent à ce point de vue : le B.I.T. participait à la gestion de l'Institut International d'Organisation Scientifique du Travail.

On objecta encore que le B.I.E.T. était un organisme trop jeune, en pleine évolution, qui n'avait encore à cette date (Janvier 1932) reçu l'adhésion que de gouvernements peu nombreux, que son caractère international n'était pas encore assez marqué, et que d'ailleurs ses statuts n'étaient pas définitifs.

A cela, les partisans de la nouvelle organisation eurent beau jeu de répondre que si effectivement le Bureau était jeune et en pleine évolution, cela n'empêchait nullement de considérer l'intérêt qu'il présentait pour le Bureau International du Travail ; en outre il n'avait pas été possible d'adopter définitivement les statuts, puisque justement on attendait pour cela l'accord du B.I.T.

De même cet accord ne pourrait que renforcer le caractère international du B.I.E.T. puisque bien certainement beaucoup de gouvernements ne donneraient leur adhésion

qu'avec la garantie que présenterait pour eux la présence de représentants du B.I.T. au sein du Conseil d'Administration du nouveau Bureau. En tout cas, ce caractère international était nettement assuré par le fait que tous les Etats pouvaient adhérer et, si peu de pays l'avaient encore fait, le Bureau n'en était pas moins ouvert à tous, sans restriction.

Un autre argument important était que, si le B.I.T. n'acceptait pas de donner son patronage au nouveau Bureau, celui-ci pouvait fort bien survivre quand même, et que son développement éventuel pouvait plus tard rendre la collaboration beaucoup plus difficile.

Si, comme la proposition en fut faite, on ajournait la décision, cela compliquait la situation. En effet, il fallait des statuts définitifs pour obtenir l'adhésion des Gouvernements, et il était utile de prévoir dès que possible les modalités de collaboration. Il valait mieux prendre une décision dès cette époque que vouloir plus tard faire modifier le statut.

Nous devons d'ailleurs remarquer que les membres de la délégation qui s'était rendue à Paris comptaient parmi les meilleurs soutiens du Bureau de l'Enseignement technique ; ils avaient vu sur place la foi qui animait ses promoteurs, et cela leur avait inspiré pleine confiance.

*

* *

Une motion d'ajournement fut repoussée par 12 voix contre 8, et après avoir précisé qu'en aucun cas l'accord ne pourrait entraîner d'engagements financiers pour le B.I.T., on aboutit aux résolutions suivantes :

« Le Conseil tient à exprimer sa vive sympathie pour le

développement de l'Enseignement Technique. Il tient également à souligner l'intérêt qu'il porte à la constitution de la nouvelle Organisation Internationale de l'Enseignement Technique. Toutefois, étant donné que ladite Organisation est encore en voie de constitution, il estime prématuré de décider dès maintenant sur les formes précises de la collaboration éventuelle entre elle et le Bureau International du Travail, mais charge son Bureau de continuer à se tenir en rapport avec le Bureau provisoire de l'Enseignement technique dans le sens des suggestions présentées par le Directeur et de lui faire rapport sur le développement de la question.

Le Conseil prie le Directeur de présenter un rapport fixant les principes généraux qui doivent régler les relations entre le Bureau et :

a) les organisations qui peuvent entrer dans le domaine de l'article 24 du Pacte ;

b) les organisations de caractère privé, avec lesquelles le Bureau serait appelé, par sa compétence constitutionnelle, à collaborer. »

Ce n'est que quand le B.I.E.T. aura atteint un degré de développement plus accentué et surtout acquis un caractère nettement international que le B.I.T. envisagera une collaboration plus officielle et plus active.

Malgré cela, le Conseil d'Administration du B.I.E.T. adopta les statuts, mais leur application définitive fut remise à plus tard.

En tout cas, la décision prise était favorable en principe et permettait d'augurer un concours efficace entre les deux organismes. C'est ce que M. Albert Thomas écrivit au B.I.E.T. le 3 Février 1932 :

« La nouvelle étape franchie vers la collaboration per-

met d'espérer une solution heureuse. Les résolutions adoptées garantissent dès à présent la possibilité d'un contact permanent et d'une collaboration effective. Elles prouvent l'intérêt porté par le Conseil d'Administration à l'organisme nouveau et à l'Enseignement technique. Lorsque le Bureau International de l'Enseignement Technique sera définitivement constitué on pourra préciser la collaboration entre les deux organismes ».

Le contact fut ensuite maintenu pendant que le B.I.E.T. se développait. M. Albert Thomas, puis M. Butler, après le décès de son éminent prédécesseur, continuèrent à s'intéresser avec sympathie au B.I.E.T. Le B.I.T. se faisait représenter au Congrès de Bruxelles (Septembre 1932) et était constamment averti des progrès accomplis par le jeune organisme.

Au début de 1933, le Conseil d'Administration fut tenu au courant de ces progrès, mais ne procéda pas à un examen approfondi de la question.

La décision prise par le B.I.E.T. de laisser les Etats fixer eux-mêmes la subvention qu'ils accorderaient, allaient permettre l'adhésion plus rapide de divers Etats ; et le 28 Avril 1933, le B.I.E.T. demandait au B.I.T. de bien vouloir examiner l'opportunité de désigner ses trois représentants ; il exposait en même temps que la lenteur des décisions gouvernementales rendait nécessaire une situation d'attente et que la faiblesse des ressources obligeait à continuer encore pendant trois ans le système des concours bénévoles.

Si le B.I.E.T. demandait à cette date une décision du B.I.T., c'est que le 17 Mai devait se tenir une réunion importante en vue de constituer le Conseil d'Administration définitif.

La décision définitive n'intervint d'ailleurs pas à ce moment, mais le Directeur du B.I.T. se fit représenter par un haut fonctionnaire de la Direction du Bureau, M. Maurette.

Puis vint la publication des « Informations du B.I.E.T. » ; ce bulletin donna toute satisfaction au B.I.T., qui offrit courtoisement d'assurer la diffusion d'un nombre important d'exemplaires.

Comme, en outre, le 15 Septembre 1933, le B.I.E.T. pouvait compter sur la collaboration sous des formes diverses de 29 Gouvernements, le rapport du Directeur du B.I.T. qui fut présenté le 23 Octobre 1933 à la 64^e session fut très nettement favorable.

Il constate d'abord que le nouvel organisme tend vers l'internationalisme souhaité, et expose quelle est la situation à ce point de vue.

La session du Conseil d'Administration du 17 Mai a eu une allure nettement internationale et le Bureau définitif a pu être presque entièrement constitué. La compétence et la haute valeur du Président (M. E. Labbé) et du Vice-Président (M. Abbott, ancien Inspecteur en chef des Ecoles Techniques, représentant de la Grande-Bretagne) sont universellement connues. Le Bureau sera complété quand le Conseil d'Administration comprendra tous les délégués qui doivent en faire partie.

« En présence de cette situation, qui semble assurer désormais au B.I.E.T. des concours suffisants par le nombre et par la compétence des Etats qui les garantissent, pour créer une base solide de collaboration internationale, nous ne croyons plus prématuré de préciser les formes de la collaboration entre le Bureau International du Travail et la nouvelle organisation, et le moment nous semble venu pour la désignation des trois représentants au Conseil

d'Administration du B.I.E.T. auxquels notre organisation a droit en vertu de l'article 7 du statut élaboré en son temps avec le concours du Bureau... ».

Ainsi s'exprime le rapport, qui ajoute que le B.I.E.T. poursuit avec bonheur ses diverses activités techniques. Grâce aux concours effectifs qui lui sont assurés, il peut continuer ses recherches, organiser méthodiquement les Congrès internationaux de l'Enseignement technique et publier les « Informations ». Dans ce bulletin figure l'ordre du jour du prochain Congrès qui doit se tenir à Barcelone en 1934, et le rapport expose que les questions qui y sont portées présentent un intérêt direct pour le B.I.T.

A ce propos, l'éminent rapporteur continue : « Le B.I.E.T. qui en prépare l'étude technique apparaît, ce faisant, comme un de ces organismes internationaux d'experts qui peuvent, pour l'examen des questions qui sont du ressort de l'organisation internationale du Travail, nous prêter un concours que rendent indispensable nos trop modestes ressources en personnel capable de les étudier dans le sein même du B.I.T. Nous ne doutons point que cette très utile collaboration serait encore plus efficace si le Conseil d'Administration du B.I.T. était représenté au Conseil d'Administration du B.I.E.T. ».

Le rapport s'achève en précisant qu'aucune obligation financière n'incombera au B.I.T. en raison de cette collaboration.

Ce rapport fut adopté par le Conseil d'Administration. Une lettre en date du 3 Novembre 1933 l'annonça au B.I.E.T., en ajoutant qu'il y avait lieu de penser que la désignation des trois représentants du B.I.T. aurait lieu à la prochaine session du Conseil, en Janvier 1934.

C'est ce qui se produisit effectivement ; les représentants désignés furent :

MM. MAHAÏM, Professeur de Droit international à l'Université de Liège, ancien Ministre de l'Industrie et du Travail de Belgique, représentant du Gouvernement belge au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail (représentant du groupe gouvernemental) ;

le Dr H.-C. OERSTED, Directeur du Bureau des Confédérations patronales des quatre pays du Nord à Bruxelles, Vice-Président du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail (représentant le groupe patronal) ;

Corneille MERTENS, Secrétaire général de la Commission Syndicale de Belgique, Sénateur, Vice-Président du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail (représentant le groupe ouvrier) ;

HAYDAY, M.-P., Vice-Président de l'Union Nationale des travailleurs non spécialisés et des travailleurs municipaux de Grande-Bretagne, Membre du Conseil général du Congrès des Syndicats (membre suppléant) ;

Ces représentants furent confirmés dans leurs fonctions à la suite du renouvellement du Conseil d'Administration du B.I.T. par la Conférence Internationale du Travail, et on leur adjoignit comme suppléant M. le Docteur Pedro de Alba (Octobre 1934).



Les relations des deux organismes entrèrent alors dans leur phase normale, caractérisée par l'application du statut.

Ce statut précise d'abord (article 2) que : « la compé-

tence du B.I.T. comprenant, en vertu du traité de paix, l'enseignement technique et professionnel, le B.I.E.T. lui apporte son concours dans des conditions qui seront déterminées par accord entre les deux organismes ».

Cet accord se trouve en réalité être le statut lui-même, puisqu'il a été établi après discussion entre les deux organismes. En tout cas, la situation est nette : le B.I.E.T. est subordonné au B.I.T. ; il lui est subordonné non pas administrativement, non pas financièrement, mais tout au moins moralement. Il travaille en somme sous sa haute autorité.

Ensuite, et ceci est d'une application plus immédiate, le B.I.T. désigne trois membres du Conseil d'Administration du B.I.E.T. En outre le Directeur du B.I.T. peut assister, à titre consultatif, à toutes les séances du Conseil d'Administration et du Comité de Direction, soit personnellement, soit en se faisant représenter.

Une autre disposition stipule que c'est par l'intermédiaire du B.I.T. que les gouvernements et les organismes de la Société des Nations formulent des propositions au B.I.E.T.

Ce dernier doit envoyer au B.I.T. toutes les questions qui lui paraissent devoir être mises à l'ordre du jour des Conférences internationales du travail, en vue d'accords internationaux.

Chaque année un rapport sur l'activité du B.I.E.T. doit être adressée au B.I.T., mais cette disposition est générale, ce rapport devant être adressé également aux gouvernements affiliés et aux membres adhérents. Il en est de même de l'article 22 qui décide que le budget sera soumis pour information au B.I.T.

Enfin, rappelons pour mémoire, puisqu'il ne s'agit que d'une disposition transitoire, que c'est le B.I.T. qui a été

chargé de désigner les dix Etats dont les délégués devaient faire partie du Conseil d'Administration.

Ces dispositions ont toujours fort bien fonctionné dans la pratique et il n'y a jamais eu de difficultés entre les deux organismes. Nous voyons ainsi que cette partie du statut s'est révélée bien étudiée, et a donné toute satisfaction. Le B.I.E.T. est suffisamment libre pour agir sans entraves, et, de son côté, le B.I.T. a toutes les garanties dues à son importance, à sa nature juridique, et au rôle qui lui a été confié.

Bien entendu toutes ces dispositions, qui ont été établies d'un commun accord entre les deux organismes, devront être maintenues, dans leur fond, sinon dans leur forme, lors de la rédaction définitive du Statut. Elles sont nécessaires pour donner des bases solides à la collaboration entre le Bureau International du Travail et le Bureau International de l'Enseignement Technique.

SECTION III. — RAPPORTS AVEC D'AUTRES ORGANISMES

§ 1^{er}. — *Instituts Internationaux*

Le statut stipule (article 12) que le Directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle (Paris), le Président de l'Institut International d'Agriculture (Rome) et le Directeur de l'Institut International du Cinématographe éducatif (Rome) pourront assister à titre consultatif à toutes les séances du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

Cette mesure est tout à fait justifiée, car le B.I.E.T. et ces divers organismes, qui étudient des questions voisines et qui peuvent même avoir certaines parties de leur acti-

tivité communes, ont le plus grand intérêt à une collaboration active et continue.

Néanmoins, les relations avec ces différentes organisations internationales n'ont ni la permanence, ni l'importance des rapports que le B.I.E.T. entretient constitutionnellement et pratiquement avec le B.I.T. Le B.I.E.T. est cependant dans les meilleurs termes avec ces instituts internationaux, il a déjà pu avoir recours à eux, et à son tour leur rendre des services.

C'est ainsi que les Centres nationaux de Documentation pédagogique de l'Institut International de Coopération Intellectuelle ont bien voulu assurer la diffusion des publications du B.I.E.T. et dans certains domaines, lui ont fourni une documentation intéressante.

Ainsi encore, pour assurer à l'Institut International du Cinématographe éducatif une collaboration effective, le B.I.E.T. a créé dans son sein une Commission du Cinématographe appliqué à l'enseignement technique (début 1933).

En outre de ces relations statutaires, le B.I.E.T. a pris contact avec de nombreux organismes, par exemple : Bureau International d'Education (Genève), Commission internationale de l'éducation par le cinématographe et la Radio-diffusion (Paris), Société Internationale pour l'Enseignement commercial (Zurich), Office international d'Enseignement ménager (Fribourg), Institut International d'Organisation scientifique du Travail (Genève), Fédération Internationale de la Presse technique (Paris), Institut International de l'Artisanat (Paris).

Ces rapports variés constituent pour le B.I.E.T. un excellent moyen d'étendre son influence dans des milieux intéressants pour lui, et aussi de connaître les travaux de ces divers groupements qui peuvent lui être utiles. Le

B.I.E.T. est toujours prêt à s'intéresser à l'étude des questions voisines de ses préoccupations immédiates en collaboration avec les institutions qui se sont chargées de ces questions.

Tout cela permet de garder une liaison avec des organismes dont l'activité est souvent parallèle, évite les empiètements et les doubles emplois.

De cette façon on rend possible à tous un travail efficace pour le bien commun.

§ 2. — *Organismes Divers*

D'autre part, le B.I.E.T. est en rapport avec un certain nombre de groupements de natures diverses.

Parmi ses membres, il compte en effet des organismes de droit public interne (provinces belges, départements français, municipalités, Chambres de commerce), et toutes sortes de groupements divers (associations de professeurs, Syndicats, unions de syndicats par exemple).

Ces adhérents divers sont à l'heure actuelle au nombre de 28 et ressortissent à sept Etats.

En outre, le B.I.E.T. est en relations plus ou moins fréquentes avec un certain nombre de groupements en vue d'échange de publications, de documentation et de services variés ; bien souvent par exemple, on s'adresse à lui pour l'organisation de voyages d'études.

CHAPITRE II

Les Congrès

L'organisation des Congrès internationaux de l'Enseignement technique tient une place de tout premier plan dans les préoccupations du B.I.E.T.

Il ne faut pas oublier, en effet, que ce sont les vœux émis par une série de Congrès qui lui ont donné naissance ; en outre, et depuis fort longtemps, les Congrès se sont toujours révélés comme un des meilleurs moyens de collaboration en matière d'enseignement technique ; un très gros argument fourni lors de la création du B.I.E.T. a été le rôle qu'il devait jouer dans l'organisation méthodique des Congrès.

D'ailleurs, le statut est formel, le Bureau doit convoquer un Congrès International de l'Enseignement Technique tous les deux ans.

Le Conseil d'Administration arrête le programme des travaux et le règlement du Congrès. C'est surtout cette disposition qui doit assurer aux travaux internationaux la méthode et la continuité tant recherchées. C'est un Comité international permanent qui organise ainsi le Congrès et non pas un Comité National constitué spécialement et qui, comme cela se passait auparavant, se préoccupait plus ou moins de ce qu'avaient fait les autres Congrès, sans souci d'établir un lien entre eux et d'assurer une conti-

nuité dans les travaux. En outre, le B.I.E.T. est tout à fait utile en assurant la bonne marche des travaux, en les empêchant de dévier, et en évitant de perdre beaucoup de temps à des discussions stériles.

C'est toujours le même rôle à deux temps différents : il s'agit de veiller à la parfaite organisation du Congrès avant sa réunion, et d'assurer cette parfaite organisation pendant la durée du Congrès.

Cette mission ne cesse d'ailleurs même pas à la séparation des congressistes ; et c'est ici que nous voyons encore plus nettement l'intérêt d'un organisme permanent. Le B.I.E.T. surveille la publication des rapports présentés au Congrès et des comptes rendus des travaux. Il les diffuse et tient la main, suivant ses moyens, à la mise en application des résolutions adoptées. De cette façon, les intéressés éventuels sont régulièrement informés des résultats obtenus.

*

* *

Sur certains points, le Statut impose quelques obligations « les séances du Congrès sont précédées de réunions d'étude des délégués des correspondants et des membres adhérents » (article 30). Surtout, ce qui présente une très grande importance, l'article 31 précise que : « le siège du Congrès est fixé par l'assemblée plénière du Congrès précédent ».

L'article 32 autorise le Conseil d'Administration à accorder des subsides, en vue de l'organisation des Congrès.

*

* *

L'ŒUVRE DU B.I.E.T.
EN MATIÈRE D'ORGANISATION DE CONGRÈS

Dès avant sa naissance, pourrait-on dire, le B.I.E.T. se mit à l'œuvre.

Nous avons vu, en effet, que le Congrès de Paris de 1931, qui consacra l'existence du Bureau fut organisé avec l'aide très efficace d'un Bureau provisoire. Ce Congrès remporta un succès très brillant : 37 nations y étaient représentées, dont 23 officiellement.

En tout cas, sitôt créé, le B.I.E.T. entreprit l'organisation du Congrès de Bruxelles. Il n'avait qu'un an devant lui pour accomplir cette tâche, et c'était bien court avec les moyens dont disposait le Bureau (une employée, deux pendant trois mois). Le Bureau s'en tira cependant à son honneur.

Il établit le règlement et l'ordre du jour du Congrès, désigna les rapporteurs appartenant à divers pays, et assura la propagande. Grâce aux soins du B.I.E.T., le Congrès groupa 1.500 adhérents représentant plus de 30 nations (Septembre 1932).

*

* *

Le Congrès de Bruxelles ayant décidé que le prochain Congrès se tiendrait en Espagne, le B.I.E.T. se mit en rapport avec le Gouvernement espagnol. D'un commun accord, le siège du Congrès fut fixé à Barcelone.

Nous devons remarquer que, en vue de donner au Congrès le caractère international qu'on lui souhaitait, et peut-

être aussi pour répondre à certaines critiques sur le caractère trop exclusivement franco-belge du Bureau, M. Labbé avait fait observer à Bruxelles qu'il était souhaitable de s'éloigner autant que possible de la France et de la Belgique, et d'aller dans un pays qui ne soit pas de langue française.

Sur la demande du délégué espagnol, il fut décidé que tout le travail préparatoire du Congrès serait effectué entièrement à Paris par les soins du B.I.E.T., alors que cette partie de l'organisation s'était faite pour le Congrès de Bruxelles avec le concours d'un comité belge.

Cette organisation nécessita un travail matériel considérable : il fallut établir le règlement et l'ordre du jour du Congrès, les soumettre à l'approbation des Gouvernements, puis en opérer la traduction, l'impression, la diffusion (on procéda à l'envoi de 30.000 imprimés environ), traduire et corriger les rapports reçus, préparer la partie matérielle du voyage, entreprendre des démarches auprès des Compagnies de chemins de fer pour obtenir des conditions particulières. Heureusement, ces efforts aboutirent à un résultat excellent, et le Congrès qui groupa 800 délégués de 22 nations obtint le plus grand succès (Mai 1934).

*

* *

Le dernier Congrès organisé par le B.I.E.T. a eu lieu tout récemment les 28, 29 et 30 Décembre 1936 à Rome. Il aurait dû avoir lieu au mois de Mai, mais en raison de la situation internationale, et d'accord avec le Gouvernement Italien, il fut reporté à la fin de l'année. Ce changement

de date provoqua d'ailleurs un surcroît de travail, car la préparation était déjà en grande partie effectuée.

Le Congrès de Rome a obtenu le plus vif succès ; il comptait environ 1.700 adhérents et 24 Etats étaient officiellement représentés. Plus de 180 rapports furent soumis au Congrès. Il a été parfaitement organisé, tant par le Bureau que par le Comité Italien ; qui ont travaillé en contact étroit. Le programme des travaux s'est déroulé comme il avait été prévu ; les Congressistes ont participé aux travaux d'une façon tout à fait active et les diverses questions posées à l'Ordre du Jour furent étudiées avec beaucoup d'ardeur, et des discussions animées permirent d'aboutir à des conclusions tout à fait intéressantes.

L'Assemblée plénière de clôture, répondant à l'invitation formulée par le Dr Sudhof, Vice-Président du Conseil d'Administration du B.I.E.T., au nom du Gouvernement Allemand, fixa le siège du Congrès de 1938 à Berlin. Elle eut en même temps à prendre connaissance d'une lettre du Gouvernement Autrichien qui posait la candidature de Vienne pour le Congrès de 1940. On ne put qu'en prendre acte, l'Assemblée générale du Congrès de 1938 ayant seule qualité pour décider sur ce point.

*

* *

Les résultats techniques de ces Congrès n'intéressent pas directement notre sujet, et nous n'avons ni les moyens, ni l'intention de les examiner d'une façon détaillée.

Il paraît suffisant de dire que le B.I.E.T. a certainement réussi à mettre de l'ordre et de la méthode dans les tra-

vaux, ce qui était le but essentiel visé. En tout cas, les résultats obtenus ont été tout à fait satisfaisants pour les professionnels de l'Enseignement Technique. Le B.I.E.T. en a reçu le témoignage à maintes reprises, et a vu son influence grandir nettement à la suite du succès de ces manifestations internationales.

C'est ainsi que, déjà au Congrès de Bruxelles, M. Pastur, député permanent du Hainaut et vice-président du Congrès pouvait s'écrier : « Le grand mérite du B.I.E.T. sera d'avoir canalisé notre activité et d'avoir introduit une véritable méthode de travail dans nos Congrès ».

De même, à Barcelone, le rapporteur général du Congrès, M. Winter, rendait hommage au B.I.E.T. en ces termes : « Le B.I.E.T. est parvenu à donner un tel esprit de suite à ces Congrès que nos séances actuelles ne seront en quelque sorte que la prolongation et le développement des questions traitées aux différents Congrès tenus sous la haute direction du Bureau International de l'Enseignement Technique ».

Et enfin, last but not least, nous citerons l'opinion de M. Mahaim, ancien Ministre de l'Industrie et du Travail de Belgique, délégué gouvernemental de la Belgique au B.I.T., délégué du B.I.T. au Conseil d'Administration du B.I.E.T. M. Mahaim, au cours d'une intervention remarquable sur l'enseignement technique, déclara le 14 Juin 1934, devant la Conférence Internationale du Travail : « Déjà l'organisation internationale du Travail est en relations avec le Bureau International de l'Enseignement Technique avec lequel le Bureau International du Travail collabore d'une manière active et suivie. Les Congrès internationaux organisés par l'institution que je viens de mentionner offrent un intérêt de plus en plus direct. Le

dernier, qui s'est tenu à Barcelone, le mois dernier, dénote que l'œuvre est en plein développement. »

*

* *

En tenant compte de l'opinion de personnalités aussi autorisées, il ne peut faire de doute que l'action du B.I. E.T. en matière de Congrès internationaux de l'Enseignement Technique a été féconde en résultats heureux.

L'utilité de ces congrès internationaux qui se poursuivent déjà depuis une cinquantaine d'années ne paraît guère contestable, et il est certain que le fait d'avoir perfectionné leur méthode de travail et d'en avoir amélioré le rendement, constitue pour le Bureau International de l'Enseignement Technique un beau titre de gloire (1).

(1) Nous reproduisons en annexe les « Vœux » émis par les différents congrès organisés par le B.I.E.T. Ce rapprochement permettra de juger de l'esprit de suite et de la continuité avec lesquels ont travaillé ces Congrès.

CHAPITRE III

Activités Diverses

SECTION I. — FEUILLE D'INFORMATIONS

Depuis le mois de Juillet 1933, le B.I.E.T. publie un bulletin sous le titre : « Les Informations du B.I.E.T. ».

Cette brochure a d'abord paru à intervalles assez éloignés, mais les ressources du Bureau se développant lentement et sa situation financière se consolidant, il a été décidé que les Informations paraîtront désormais tous les trimestres.

Le B.I.E.T. avait l'intention de publier un tel bulletin depuis sa création ; le rapport présenté par M. Hiernaux au Congrès de 1931, à Paris, en faisait déjà mention. Le Conseil d'Administration s'en est occupé dès les premiers mois de 1932, aussitôt terminée la rédaction du statut et une fois la préparation du Congrès de Bruxelles bien mise en train. Seule la question d'argent avait empêché la parution des « Informations ».

Quoi qu'il en soit, le N° 1 parut en Juillet 1933, et on peut compter désormais sur une publication régulière de cette brochure. Il a été décidé tout récemment de transformer son titre pour lui donner celui de : Bulletin International de l'Enseignement Technique. Ce titre, beaucoup plus général, a paru mieux adapté à une publication de

cette sorte ; les Informations porteront leur nouveau titre à partir du 1^{er} Janvier 1937.

Chaque numéro des Informations comprend trois parties bien distinctes :

1° une partie officielle, donnant la situation du B.I.E.T. à la date de parution de la brochure, les procès-verbaux des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales, le compte rendu d'activité du Bureau, sa situation financière, et enfin les diverses communications officielles que le Bureau peut avoir à diffuser ; communications relatives à l'organisation des Congrès ou d'enquêtes ou les communications d'institutions diverses, susceptibles d'intéresser les lecteurs des Informations. Cette première partie sert en somme à exposer ce qu'a été l'activité du Bureau à tous les points de vue, pendant la période considérée ;

2° ensuite vient une partie de documentation. Cette partie est en général la plus importante du Bulletin et constitue une source extrêmement précieuse de renseignements pour tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement technique. La majeure partie de ces informations provient en effet des documents officiels transmis par les gouvernements et dûs soit aux services gouvernementaux eux-mêmes, soit à des personnalités que leurs fonctions et leur compétence qualifient particulièrement pour cette tâche.

On obtient ainsi une documentation récente et de première main s'étendant à tous les Etats du monde. Il n'y a pas à craindre que cette source tarisse, une fois que tous les Etats auront donné des précisions sur l'organisation de l'Enseignement Technique, dans leur pays ; en effet cette matière est en pleine évolution et des transformations constantes créent le besoin continu de mettre à jour les idées que l'on se fait de cette organisation.

3° enfin vient une partie bibliographique donnant la nomenclature des ouvrages reçus par le Bureau et classés soit par pays, soit par sujets. Chaque ouvrage est présenté sous forme d'un sommaire ou d'un résumé qui permet au lecteur de se rendre très rapidement un compte exact de l'intérêt que l'ouvrage offre pour lui. Les Informations publient également des bibliographies extraites d'autres revues et qui présentent de l'utilité pour l'Enseignement Technique.

Il y a actuellement en cours un travail de longue haleine : la bibliographie générale du B.I.E.T., qui sera publiée dans le courant de 1937, et qui est réclamée dans tous les pays. Cette bibliographie rendra certainement de gros services à tous ceux qui voudront connaître la situation de l'enseignement technique mondial.

*

* *

Le tirage des Informations est actuellement de 1.500 exemplaires qui sont diffusés dans tous les pays du monde.

Il faut préciser que cette revue est éditée uniquement en Français ; il est entendu que la publication aura lieu en plusieurs langues, dès que les ressources du Bureau le permettront.

Cependant, déjà à l'heure actuelle, certains documents sont précédés d'un petit résumé dans la langue de l'auteur ; cela donne ainsi une facilité de plus au lecteur pour décider s'il doit faire opérer la traduction de l'article. En règle générale, d'ailleurs, une fois cette traduction opérée, elle est adressée au B.I.E.T. pour enrichir sa documentation.

*

* *

Au moment de porter un jugement sur cette publication, on se trouve amené à regretter de ne pas y trouver quelques articles de doctrine qui, prenant une question donnée, la traiteraient à fond en donnant une vue d'ensemble des solutions qu'on lui a apportées dans les divers pays. Il est certain que de tels articles seraient des plus utiles et complèteraient heureusement la documentation fragmentaire publiée jusqu'à présent.

Nous retrouvons une fois de plus l'obstacle que constitue la question financière et qui empêche le B.I.E.T. d'agir avec autant de moyens qu'on le souhaiterait. Cependant, le Conseil d'Administration a pris cette question en mains et s'efforcera de lui trouver une solution.

En tout cas, il apparaît que sous leur forme actuelle et dans leur ensemble, les Informations du B.I.E.T. forment une revue très bien présentée, qui donne des renseignements de la meilleure source et qui, aussi bien pour les administrateurs de l'Enseignement Technique que pour le corps enseignant, se présente comme un organe de liaison internationale de tout premier ordre.

L'utilité de ce bulletin est incontestable, et d'ailleurs le B.I.E.T. a reçu avis à maintes reprises de la satisfaction éprouvée à sa lecture ; quand de tels avis parviennent du Bureau International du Travail et de divers gouvernements, on peut affirmer sans crainte de se tromper qu'ils constituent la meilleure preuve de l'intérêt qu'offre, sur ce point particulier, l'œuvre du Bureau International de l'Enseignement Technique.

SECTION II. — ENQUÊTES

Une note parue dans le N° 6 des Informations (Décembre 1936) précise la position du B.I.E.T. quant aux enquêtes qu'il entreprend.

Ces enquêtes peuvent avoir trois but différents :

1° Renseigner les membres adhérents. Il s'agit alors d'une enquête sur un point précis et dont les réponses seront, en principe, utilisées par l'adhérent qui les a demandées.

Bien entendu, les résultats de ces enquêtes profitent par la même occasion à tous les membres du Bureau et même, en définitive, à tous ceux qui s'occupent d'enseignement technique. Cette dernière observation est d'ailleurs aussi bien valable pour les autres catégories d'enquêtes.

Il est d'ailleurs évident que les enquêtes, quel que soit leur but, aident en dernier ressort au développement de l'enseignement technique, chacune proportionnellement à son importance.

2° Le B.I.E.T. peut ouvrir une enquête pour établir sa propre documentation. Ici encore, et, étant donné que le Bureau vise avant toute chose à servir l'enseignement technique, cette enquête sera utile à tout le monde, d'autant plus qu'il est clair qu'on provoque des enquêtes sur les points où la documentation fait défaut, ou tout au moins apparaît comme insuffisante.

3° L'enquête vise à être utile aux divers rapporteurs qui prendront la parole dans les Congrès. Ici le souci de l'intérêt général ressort encore plus directement.

Dans leur ensemble, ces enquêtes tendent surtout à fournir une documentation récente et précise sur le point considéré ; les intéressés se réservent de tirer de cette docu-

mentation les solutions qui leur conviennent. Cela se dégage nettement de l'expérience acquise par le Bureau.

Bien entendu, les rapporteurs des Congrès en tirent des conclusions ; il serait peut-être également intéressant d'analyser les résultats des autres enquêtes et d'en extraire les idées générales. Cela n'empêcherait d'ailleurs nullement quelqu'un d'arriver lui-même à une conclusion différente, qu'il exploiterait à sa guise.

Cependant, ce n'est pas ce qui a été demandé jusqu'à présent ; on a réclamé plutôt des documents objectifs. D'ailleurs, le Bureau se trouverait encore en présence de ressources insuffisantes pour rémunérer les concours qui lui seraient nécessaires afin de mener à bien ce travail de longue haleine.

Dans ces conditions, le rôle du B.I.E.T. consiste surtout à établir les questionnaires, à grouper les réponses reçues, à les ordonner avec clarté suivant un plan d'ensemble, de façon à permettre à tout intéressé de s'y retrouver aisément et d'en tirer le plus de profit possible.

L'utilité de ces enquêtes est donc indubitable. S'attaquant à des points insuffisamment éclaircis, ou étudiant l'évolution d'une institution, ou bien encore, touchant des points d'intérêt très général, elles permettent de comparer les buts visés, les méthodes employées et les résultats obtenus dans le monde entier, bien entendu seulement pour ce qui concerne la riche matière qu'offre l'enseignement technique.

Et cette sorte de mise au point d'une question, qui permet à ceux qui se trouvent attardés de rejoindre les autres, et donne à tous un palier solide pour s'élancer vers de nouveaux progrès, cette mise au point n'est-elle pas la condition première de tout travail sérieux et efficace ?

*

* *

Pour permettre de se rendre compte que le champ ouvert aux enquêtes du B.I.E.T. est extrêmement large, nous donnons ci-dessous une idée des principales enquêtes entreprises par le B.I.E.T. et citées dans la note mentionnée plus haut :

Les Associations d'ingénieurs,

Budgets consacrés à l'enseignement technique dans divers pays (bien entendu par comparaison avec le budget total et le budget réservé à l'enseignement en général).

Littérature technique.

Inspection des Ecoles Techniques.

L'Orientation professionnelle, enquête en cours.

La Fiche médicale, enquête ouverte à la suite du Congrès de Barcelone et qui a été utilisée par M. Ponzo, Professeur de psychologie expérimentale à l'Université de Rome pour un rapport soumis au Congrès de Rome.

La Terminologie Technique, enquête entreprise de même en vue du rapport que M. Abbott, ancien Inspecteur en chef des Ecoles Techniques, représentant de la Grande-Bretagne au B.I.E.T., Vice-Président du B.I.E.T. a bien voulu préparer pour le Congrès de Rome, et dont les conclusions seront présentées en 1938 à Berlin.

*

* *

Différentes autres enquêtes ont été ouvertes par le B.I.E.T. sur des questions diverses :

l'obligation post-scolaire pour les jeunes filles ; les écoles du Bâtiment ; organisation des stages de professeurs ; modalités de participation financière de l'Etat ou des collectivités au fonctionnement des différents établissements d'enseignement technique, etc., etc...

SECTION III. — DOCUMENTATION — CENTRALISATION DE RENSEIGNEMENTS — ORGANISATION DE VOYAGES D'ETUDES.

§ 1^{er}. — *Documentation — Centralisation de renseignements*

Aussitôt qu'il a été en mesure de le faire, le B.I.E.T. s'est donné pour tâche de rassembler une documentation aussi complète que possible sur toutes les questions intéressant l'enseignement technique.

Nous ne voulons pas parler ici des documents publiés dans les Informations ; en effet, si bien fourni qu'en soit le sommaire, il est impossible de publier tout ce que reçoit le Bureau. Par ailleurs, certains documents peuvent ne s'adresser qu'à un public très restreint en raison de leur intérêt particulièrement précis. Le bulletin s'attache surtout à donner une documentation dont l'intérêt soit suffisamment large. Tout ce que publie la revue n'est donc qu'une faible part de la documentation réunie par le B.I.E.T.

Celui-ci est en rapport avec de nombreux organismes, certains organismes internationaux d'abord et ensuite de fort nombreuses organisations dans le monde entier. Les publications de ces divers groupements parviennent au B.I.E.T. soit par ses correspondants, soit par les gouvernements eux-mêmes, lorsque ces publications sont suscepti-

bles d'intéresser l'enseignement technique; si l'on y ajoute l'excellente documentation fournie par les correspondants, les programmes d'écoles, les plans d'études, les comptes rendus des congrès, et surtout les ouvrages de fond, on se trouve en présence d'une bibliothèque abondante et très spécialisée, qui en outre se trouve constamment tenue à jour par l'arrivée de nombreux ouvrages. Si on veut bien se rappeler que le B.I.E.T. possède également les résultats très abondants d'enquêtes sur des sujets variés, on se rend compte que l'ensemble et le groupement de cette bibliothèque présentent un intérêt considérable.

A l'heure actuelle, les ouvrages en possession du B.I.E.T. sont au nombre de près de cinq mille, tous consacrés à l'enseignement technique. Ainsi a été créée une source très riche de renseignements sur cette matière.

Nulle part ailleurs on ne peut trouver une collection aussi complète, et qui s'enrichit toujours, de renseignements sur l'enseignement technique dans le monde entier.

Tous ces ouvrages parviennent évidemment dans leur langue d'origine. Le B.I.E.T. procède à leur classement : chacun fait l'objet d'une fiche et d'un résumé succinct en français. Les Informations, par leur rubrique bibliographique, tiennent leurs lecteurs au courant des ouvrages dont dispose le Bureau ; elles publient un classement par pays et donneront dès que possible un classement par matière. Elles publient aussi des comptes rendus d'ouvrages parus dans la bibliographie d'autres revues et intéressant l'enseignement technique et l'orientation professionnelle.

*

* *

Le Bureau est toujours à la disposition de tous ses mem-

bres (Etats ou simples adhérents) pour leur fournir tous les renseignements qu'il peut leur donner, soit en répondant exactement à leurs questions, soit en leur indiquant ou procurant la documentation utile.

S'il n'est pas en possession des matériaux nécessaires, il fait en sorte de se les procurer ; au besoin même, il ouvre une enquête dont l'envergure varie avec l'importance de la question posée. Nous avons vu déjà que nombre d'enquêtes ont été entreprises sur la demande d'adhérents.

Bien entendu, de par ses relations et son organisation, le B.I.E.T. est mieux à même que quiconque de mener ces travaux, et de prouver ainsi son utilité à ses membres.

Ici, l'intérêt que présente le Bureau pour ses membres est donc tout à fait direct, et ils peuvent en profiter sans intermédiaire.

Il semble bien que, sur ce point encore, le B.I.E.T. a su faire preuve d'une activité méthodique et qu'il a pu rendre des services fort appréciables.

§ 2. — *Organisation de voyages d'études*

Il en est de même pour un autre genre d'activité que l'on peut rapprocher de celui-ci, car ici encore le B.I.E.T. se met directement à la disposition de certains, au lieu de viser l'intérêt général. En servant l'intérêt particulier de beaucoup de gens, il sert d'ailleurs en même temps évidemment l'intérêt général.

Nous voulons parler ici de l'organisation de voyages d'études.

Lorsqu'une personnalité quelconque désire étudier l'enseignement technique sur place dans un pays ou dans divers pays, soit dans son organisation générale, soit sur un

point particulier, pour son édification personnelle ou pour faire rapport aux autorités dont elle dépend, le B.I.E.T. se met à sa disposition pour lui préparer son voyage.

Il la met en relations avec les personnalités qui pourront lui prêter un concours efficace dans chaque pays, il étudie un programme de visites et d'entrevues, et fait tout ce qui est nécessaire pour que cette personnalité tire de son voyage les résultats les plus fructueux.

Ce faisant, le Bureau International de l'Enseignement technique remplit exactement son rôle, en permettant de comparer les efforts accomplis dans tous les pays en faveur de l'enseignement technique.

TROISIÈME PARTIE

Conclusion

L'Œuvre et l'Avenir du B.I.E.T.

Nous venons d'examiner l'histoire, l'organisation et le fonctionnement du Bureau International de l'Enseignement Technique.

Et maintenant une question se pose tout naturellement : Que devons-nous penser de cet organisme international ? A-t-il justifié les espoirs mis en lui lors de sa création ? Son action a-t-elle abouti à un résultat intéressant ? En un mot, a-t-il fait œuvre utile ?

Puis une autre question vient à l'esprit : quel est l'avenir du B.I.E.T. ? Achèvera-t-il son développement ? Se stabilisera-t-il dans la forme modeste qui est la sienne actuellement ? Ou bien, son activité se révélant sans intérêt, ou son organisation n'ayant pas la solidité suffisante, le Bureau est-il destiné à disparaître ?

SECTION I. — L'ŒUVRE DU B.I.E.T.

Le premier point nécessite d'abord de savoir si les buts que s'était assigné le Bureau correspondaient à un besoin réel. A cela, la réponse n'est pas douteuse ; il serait superflu d'établir que l'Enseignement Technique répond dans nos pays civilisés à un intérêt vital. Les nouvelles conditions économiques et sociales font que l'apprentissage à l'atelier, sous la direction d'un patron, tend à devenir insuffisant, et cependant le besoin d'une main-d'œuvre qualifiée se fait toujours de plus en plus sentir, d'où la néces-

sité de recourir à un procédé de remplacement, l'enseignement technique dans des écoles. Il est d'ailleurs certain que, même sans cela, l'enseignement technique se serait fait jour, en raison de son caractère moins empirique et de plus en plus scientifique.

De cette façon on arrive à former méthodiquement le personnel qualifié, tant d'exécution que de direction, qui apparaît nécessaire.

Dans ces conditions, et étant donné l'intérêt primordial que présente l'enseignement technique pour tous les pays du monde, au fur et à mesure du développement de leur économie industrielle et commerciale, pourquoi ne pas appliquer à cette question la méthode qui peut lui faire accomplir les plus grands progrès dans le minimum de temps, c'est-à-dire la collaboration internationale ?

Rien dans notre matière n'empêche un pays de montrer au monde entier les perfectionnements qu'il a découverts ; ainsi, aucune considération, aucune arrière-pensée ne devant avoir sa raison d'être, nous sommes dans les conditions les plus favorables au travail international, et nous devons nécessairement conclure que le but que s'est fixé le B.I.E.T., à savoir : coordonner les efforts des nations en vue de l'organisation du développement et du perfectionnement de l'enseignement technique, n'a rien de prématuré, ni de trop ambitieux. Ce but est incontestablement utile, et théoriquement rien ne fait obstacle à sa réalisation.

*

* *

Cela établi, nous devons porter une appréciation sur l'œuvre accomplie déjà par le B.I.E.T.

Pour être en mesure de juger sainement de tout ce la-

heur, il ne faut pas perdre de vue les moyens dont le Bureau disposait. Or ces moyens ont été et sont encore bien réduits : Le B.I.E.T. est né à une époque où la crise atteignait sévèrement les budgets des nations, et c'est ce qui explique la modicité des subventions accordées au B.I.E.T.

Si cependant la situation financière a toujours été stable, c'est en raison de la prudence apportée à sa gestion : à peine y a-t-il eu un moment plus pénible, et c'est lorsque, après avoir fait de fortes avances pour le Congrès de Barcelone, il fallut attendre le remboursement de ces avances plus longtemps qu'il n'était prévu. Et pourtant le Bureau restait dans la limite de ses obligations statutaires. La situation fut heureusement assez vite rétablie par le versement du gouvernement espagnol.

En tout cas, les finances du B.I.E.T. ont toujours été dans un état assez sain pour inspirer toute confiance.

Mais justement, pour avoir un budget en équilibre avec des ressources modestes, il fallait réduire les dépenses, et, c'est bien ici le point délicat, réduire les dépenses c'était avoir pour résultat de réduire l'activité du Bureau.

Celui-ci a pu fonctionner grâce à des concours bénévoles, c'est certain, mais il n'en est pas moins vrai que le manque d'argent a été pour lui un gros handicap.

Il n'a pu se livrer à tous les travaux de recherches que l'on aurait pu souhaiter. Il aurait été très intéressant d'étudier à fond telle ou telle question, et après avoir réuni toute la documentation sur ce sujet, d'en faire une analyse qui aurait pu servir de point de départ à d'autres travaux. Il est fort bien de dire ce que chaque pays a réalisé et c'est d'ailleurs au point de vue pratique ce que l'on a toujours demandé au Bureau, mais on ne peut pas perdre de vue que celui-ci devrait servir de guide et de conseiller techni-

que ; pour cela, il faudrait qu'il acquit les moyens d'élaborer une doctrine cohérente de l'enseignement technique grâce à son propre travail. C'est certainement une partie très importante de sa mission. Mais où prendre les ressources nécessaires pour rémunérer un tel travail ?

Quelle solution apporter à ce problème ? On n'en voit pas d'autre qu'une augmentation des subventions gouvernementales. Les Etats ont vraiment fait peu d'efforts pour un organisme dont l'intérêt est si évident. Si chacun voulait augmenter seulement de quelques milliers de francs la subvention qu'il accorde, cela permettrait au B.I.E.T. d'accroître considérablement son activité. Malheureusement les circonstances économiques rendent cet espoir bien fragile.

On est en droit d'espérer aussi que de nouveaux membres se feront inscrire au Bureau et augmenteront ainsi ses ressources dans de fortes proportions. Les progrès continuels accomplis et la valeur de la tâche réalisée justifient amplement ces espoirs.

Malgré ces obstacles, et bien qu'il lui ait été impossible d'étendre son action autant qu'il souhaitait, le B.I.E.T. a pu aboutir à des résultats tout à fait intéressants, et d'une valeur incontestable.

Il a su grouper des concours internationaux sûrs, solides et compétents, assez nombreux pour lui permettre un travail efficace. Il a su se donner une organisation pratique et peu coûteuse, il s'est adapté avec bonheur à des conditions économiques difficiles et qu'il était dans l'impossibilité de modifier.

Grâce à tout cela, il a pu arriver à des résultats tangibles. Les Congrès organisés par lui ont marqué un gros progrès sur tout ce qui avait été fait auparavant, et ils

ont obtenu un très grand succès. Ses « Informations » se sont montrées un instrument de liaison internationale des plus précieux. Ses services de documentation et ses organisations de voyages d'étude, ont rendu des services tout à fait intéressants à tous ceux qui en ont bénéficié. Enfin, les enquêtes entreprises par lui ont permis de comparer utilement ce qui se fait dans le monde en matière d'enseignement technique, et ont facilité ainsi de nouveaux perfectionnements.

A ce point de vue donc, il n'y a aucun doute, on ne peut que féliciter le Bureau de l'œuvre importante qu'il a pu réaliser avec des moyens réduits. Par son action constante en faveur de l'Enseignement technique, par la méthode judicieuse avec laquelle il a travaillé, le Bureau International de l'Enseignement technique s'est montré un facteur important de progrès technique, économique et social, et, ce faisant, il a accompli une œuvre noble et utile.

SECTION II. — L'AVENIR DU B.I.E.T.

Nous devons maintenant nous demander à quel sort est appelé le Bureau International de l'Enseignement technique.

On était en droit de penser que le Congrès de Rome marquerait la fin d'une longue période transitoire et le début d'une vie normale pour l'organisme ; mais l'Assemblée générale a estimé qu'une telle décision serait encore prématurée et, adoptant une mesure de prudence qui est bien dans la tradition du Bureau, a renvoyé la décision au Congrès de Berlin. En tous cas il semble souhaitable que ce passage se fasse sans transformation violente ; les métho-

des employées jusqu'à présent ont permis au B.I.E.T. de naître, de vivre et de se développer. Ce développement s'est produit lentement certes, mais à coup sûr, et c'est une chose qui a bien sa valeur.

Il faut espérer que l'assemblée générale de Berlin en 1938, adaptant les statuts aux faits, donnera au B.I.E.T. une structure assez légère pour ne pas gêner son action. Il lui suffira pour cela d'élaguer le statut primitif, trop touffu ; très probablement la solution adoptée sera voisine des mesures prises à titre transitoire qui ont fort bien fonctionné jusqu'à présent et ont donné satisfaction.

*

* *

Ceci dit, il apparaît que le Bureau International de l'Enseignement Technique se présente désormais comme un organisme qui a vécu, qui a agi, qui s'est montré fort utile.

Certains concours ont été difficiles à acquérir, mais tout permet de croire que le B.I.E.T. dispose maintenant de collaborations très assurées et très solides.

Depuis sa création, il n'a perdu aucun de ses membres ; au contraire il en a toujours acquis de nouveaux. Il a ainsi affermi sa situation morale en groupant dans son sein des nations plus nombreuses, il a consolidé sa situation technique puisque des gens compétents travaillent avec lui en plus grand nombre ; il a également amélioré sa situation financière, grâce à des subventions plus nombreuses, sinon plus abondantes. Enfin, rien ne permet de supposer que les dévouements et les protections qui ont veillé sur ses premiers pas lui feront défaut.

Dans l'ensemble donc, sa situation actuelle est tout à

fait solide, on est en droit de supposer que les progrès accomplis ne peuvent que se confirmer et tout permet de présager aussi favorablement que possible, de l'avenir de cette œuvre en plein développement.

En continuant sa gestion sage et mesurée, par des progrès lents et continus, en évitant les bonds trop importants qui pourraient l'affaiblir ou présenter quelque inconvénient, le B.I.E.T., nous semble-t-il, ne peut que gagner encore en vigueur et en efficacité.

Il continuera ainsi, par un labeur intense en faveur de l'Enseignement technique, source de progrès et de mieux-être, et grâce à sa collaboration largement internationale, à travailler pour le plus grand profit de l'humanité.

Vu et Permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

Vu :

Le Doyen,

ALLIX.

Vu :

Le Président,

William OUALID.

Annexes

ANNEXES

Vœux émis par les Congrès organisés par le B.I.E.T.

Congrès de Paris (1931)

PREMIERE QUESTION

(L'Orientation Professionnelle)

Le Congrès émet le vœu :

I

« Que l'Orientation Professionnelle reste pour l'enfant le guide vers le choix d'une profession ;

« Qu'elle soit complétée par des observations en cours d'apprentissage ;

« Que celui-ci ait une organisation telle que l'apprenti puisse évoluer rapidement vers une spécialité voisine.

II

« Que soit entreprise, sous la direction des offices d'Orientation Professionnelle, et d'accord avec le patronat

et les organisations ouvrières, une enquête dans l'industrie, en vue d'analyser les qualités révélées par les meilleurs ouvriers spécialistes et les facultés grâce auxquelles ils sont devenus maîtres dans leur milieu, pour essayer ensuite de rattacher ces facultés aux observations faites sur les adolescents par ceux qui ont obtenu des résultats dans les offices d'orientation professionnelle... »

III

« Que les centres d'Orientation Professionnelle constituent et tiennent à jour une documentation statistique, permettant de se rendre compte des disponibilités du marché du travail ».

IV

« Que tous les efforts soient tentés pour qu'il y ait une transition graduelle entre l'Ecole et la profession ».

V

Le Congrès constate :

« Que l'orienteur sera amené le plus souvent à renoncer à l'orientation positive, qui vise à déterminer le métier correspondant le mieux à une individualité donnée. Il se contentera, dans la plupart des cas, de l'orientation négative, en se bornant à déconseiller aux jeunes gens les métiers qu'ils ne pourraient pas, à cause de déficiences physiques et psychiques, exercer avec de véritables chances de succès ».

★

★ ★

DEUXIEME QUESTION

(Collaboration de l'Etat et des Groupements professionnels, patronaux et ouvriers, dans l'organisation de l'Enseignement professionnel et technique)

Le Congrès émet le vœu :

« Que les groupements professionnels collaborent effectivement à l'organisation et au fonctionnement de l'Enseignement Professionnel et Technique, qu'il soit créé par les pouvoirs publics ou par l'initiative privée.

•

★ ★

TROISIEME QUESTION

(Recrutement et formation :

- a) du personnel enseignant des Cours Professionnels ;
- b) du personnel d'atelier des Ecoles Professionnelles, Ecoles Pratiques, Ecoles de Métiers, etc...)

Le Congrès émet le vœu :

1° *« Que les Professeurs qui sont appelés à donner, à divers titres, l'enseignement professionnel et technique, soient recrutés en raison de leur formation générale, de leurs compétences technique et scientifique, et de leurs aptitudes professionnelles ;*

2° *« Qu'ils aient reçu une formation pédagogique appropriée ;*

3° *« Qu'ils soient tenus de faire des stages périodiques en vue de se perfectionner dans les matières qu'ils sont chargés d'enseigner ».*

•

★ ★

QUATRIEME QUESTION

(Recrutement et formation professionnelle, théorique et pratique du personnel de vente et de publicité).

Le Congrès émet le vœu :

1° « *Que des cours de vente et de publicité trouvent, autant que possible, leur place dans les programmes des Ecoles de Commerce et des Cours Professionnels Commerciaux ;*

2° « *Que, dans tous les centres commerciaux de quelque importance, des écoles et des cours spéciaux soient créés avec le concours de l'Etat, des Municipalités, des Chambres de Commerce, des Chambres Syndicales ;*

3° « *Qu'on prépare des professeurs spécialisés dans l'enseignement de la vente et de la publicité ;*

4° « *Que les programmes de cet enseignement comprennent l'étude pratique des langues vivantes, renforcée par des échanges de correspondance, l'échange de jeunes gens et des stages à l'étranger ».*

★

★ ★

CINQUIEME QUESTION

(La culture générale dans la formation technique de l'Ingénieur).

Le Congrès émet le vœu :

« *Que la formation des Ingénieurs puisse se faire par différents moyens, à la condition essentielle :*

1° *d'y consacrer un temps suffisant ;*

2° de s'appuyer sur une culture générale convenable ;

3° de comprendre notamment l'étude des questions économiques, juridiques, sociales et psychologiques, ainsi que l'étude et la pratique de la langue maternelle ;

4° de comporter comme partie exigible de tous, les enseignements constituant le « fonds commun des connaissances techniques de l'ingénieur » à la condition de considérer ces enseignements à la fois comme instruments de culture et comme base de documentation ultérieure, tout en tenant compte des aptitudes individuelles ;

5° d'être parachevée par l'enseignement de la spécialité qui sera choisie ».

*
* *

SIXIEME QUESTION

(Le Cinéma dans l'Orientalion Professionnelle, l'Apprentissage et l'Enseignement Technique).

Le Congrès émet le vœu :

1° « Qu'il soit créé dans chaque pays un Organisme centralisateur, sorte d'Institut National du Cinéma, appliqué à l'Enseignement Technique et à l'Orientalion Professionnelle, et ayant pour fonctions :

a) d'étudier les besoins en films d'Orientalion Professionnelle et d'Enseignement Technique, de tenir à jour le catalogue de tous les films de cette nature déjà en circulation et d'assurer leur répartition judicieuse.

b) de collaborer à l'établissement des films en se tenant au courant des progrès perpétuels de la pédagogie et de la technique cinématographique.

c) de constituer un Comité permanent de recherches psychologiques, statistiques et autres, en vue de contrôler les résultats obtenus et d'améliorer constamment cette nouvelle méthode d'enseignement.

2° « Que soit utilisé le Centre permanent du Cinéma d'Enseignement Technique et d'Orientation Professionnelle existant à l'Institut International du Cinéma éducatif de la Société des Nations à Rome qui a pour tâche primordiale de centraliser la documentation concernant les films existants — qui servirait de trait d'union entre les Instituts Nationaux et qui faciliterait la collaboration internationale.

3° « Qu'outre le format de 35 mm. existant, un format réduit standard soit adopté pour faciliter la diffusion des films.

4° « Que les Gouvernements prennent toutes mesures utiles pour que le support non flam soit seul admis dans les établissements d'Enseignement et dans les séances éducatives.

5° « Que les Gouvernements favorisent dans toute la mesure possible la projection des films d'Orientation Professionnelle et d'Enseignement Technique approuvés par l'Organisme National, en particulier par un allègement de leurs charges fiscales ».

★

★ ★

SEPTIEME QUESTION

(La Presse Technique et l'Enseignement Technique)

Le Congrès émet le vœu :

1° « Qu'une liaison constante et active s'établisse entre

la Presse Technique et Professionnelle, et l'Enseignement Technique ;

2° « Qu'à cet effet, on mette à la disposition des maîtres et des élèves des Ecoles et des Cours, une documentation technique qui comprendrait notamment des périodiques techniques nationaux et étrangers ;

3° « Qu'on favorise la traduction des ouvrages techniques ;

4° « Que des mesures officielles et privées soient prises pour la diffusion par la presse générale de communications concernant l'Enseignement Technique ».

*

* *

BUREAU INTERNATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Le CONGRES INTERNATIONAL de L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, siégeant à Paris en 1931, reprenant le vœu adopté au Congrès de Liège en 1930 et confirmant les motions des Congrès de Rome en 1923 et de Charleroi en 1925, émet le vœu :

de voir poursuivre sans interruption le travail commencé par le Bureau provisoire International de l'Enseignement Technique, qui a siégé à Paris depuis trois mois ;

charge le Bureau provisoire de l'envoi des vœux du Congrès de Paris à tous les Gouvernements et l'invite à intervenir pour conseiller l'exécution de ceux qui peuvent recevoir une sanction immédiate sans déroger aux lois établies dans les diverses nations ;

dit que l'ordre de préférence des travaux du Bureau doit être donné à l'Orientation Professionnelle, à la formation, au recrutement et aux échanges des professeurs ainsi qu'à l'étude du matériel didactique et des sciences appliquées ;

invite le Bureau provisoire à déposer ses conclusions et un projet de statuts au Bureau International du Travail, en lui offrant d'être sa Commission Consultative pour l'Enseignement Technique, à condition d'être agréé comme tel par son Conseil d'Administration ;

Considérant d'autre part, les facilités données par la Chambre de Commerce de Paris et l'aide promise par les Pouvoirs Publics, décide d'établir le Siège du Bureau International à Paris et le charge d'organiser le prochain Congrès de l'Enseignement Technique à Bruxelles, en 1932.

*
* *
.

VŒUX CONCERNANT L'ORDRE DU JOUR DU PROCHAIN CONGRES

Le Congrès émet le vœu :

I

« Qu'une question précise soit portée à l'ordre du jour du prochain Congrès sur le rôle des médecins dans l'Orientation Professionnelle, et que le rapporteur général de cette question soit un médecin.

II

« Que soient étudiés les moyens permettant d'intéresser

le patronat ou les groupements ouvriers à l'organisation de l'Orientation Professionnelle et de l'Apprentissage.

III

« Que soit mis au programme du prochain Congrès :

a) l'étude des moyens à employer pour aider les techniciens sortis des Ecoles à travailler au perfectionnement de leur formation générale et technique dans le cadre de la profession,

b) l'examen des initiatives déjà prises à ce sujet,

c) notamment les aptitudes au commandement et le rôle social de l'ingénieur ».

Congrès de Bruxelles (1932)

PREMIERE SECTION

TERMINOLOGIE. — Définition de l'Enseignement professionnel et de l'Enseignement Technique aux divers degrés.

Leurs limites. Coordination d'un vocabulaire international. (Proposition ABBOTT).

VŒU

Le Congrès International de l'Enseignement Technique de Bruxelles, reconnaissant la nécessité d'un vocabulaire international précis et concordant prend acte de ce que l'expression : ENSEIGNEMENT TECHNIQUE se distingue de

l'expression : ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL et comprend tout enseignement qui apprend l'art d'exercer une profession.

Il invite le B.I.E.T. :

1° à faire une enquête sur la possibilité d'application de ce vocabulaire dans les différents pays et de proposer ses conclusions au prochain Congrès International de l'Enseignement Technique ;

2° à s'inspirer, comme premier point de départ, du rapport ABBOTT.

DEUXIEME SECTION

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

a) Rôle du Médecin

VŒU

Le Congrès émet le vœu que les médecins participent effectivement et dans tous les cas à l'Orientation Professionnelle.

Qu'ils soient spécialement préparés à ce rôle important et nouveau qu'ils sont appelés à remplir.

b) Rôle de l'Ecole Primaire

VŒU

*Le Congrès International de l'Enseignement Technique de Bruxelles,
considérant :*

que si l'école primaire ne peut et ne doit être seule chargée de l'orientation professionnelle, elle peut seule la préparer.

qu'elle y intervient ensuite comme élément nécessaire, que cette tâche convient à toutes les écoles primaires de garçons et de filles, urbaines et rurales,

que l'école n'est pas ainsi déviée de son rôle normal, mais confinée au contraire, dans ses véritables fonctions de préparation à la vie,

émet le vœu :

1° que l'attention des maîtres soit officiellement appelée sur l'importance de l'orientation professionnelle, leur collaboration provoquée et encouragée,

2° que l'école soit mise en état par des instructions précises, par la durée de la scolarité, par l'inspection médicale, par l'institution d'un carnet scolaire à la fois médical et psychologique, par l'utilisation rationnelle des travaux scolaires et, en particulier des travaux manuels éducatifs, de préparer efficacement les enfants au choix judicieux d'un métier.

3° que les maîtres soient préparés dès l'école normale à leurs fonctions de collaborateurs de l'orientation professionnelle, en particulier, qu'ils soient documentés sur l'état du marché du travail, facteur capital de l'orientation professionnelle.

4° que celle-ci soit organisée de façon à tenir compte efficacement de la contribution de l'école primaire et de ses maîtres.

TROISIEME SECTION

COURS PROFESSIONNELS

- a) pour apprentis
- b) pour non-apprentis
- c) la culture générale par les cours professionnels.

VŒU

Le Congrès croit devoir rappeler les vœux émis au Congrès de Roubaix de 1911 sur l'apprentissage et le rôle des cours professionnels :

1° l'apprentissage doit se faire à l'atelier, ou sur le chantier, pour la masse des travailleurs ;

2° cet apprentissage à l'atelier doit être éclairé et complété par l'institution des cours professionnels adaptés au métier ou à la profession ;

3° pour certaines professions, l'apprentissage peut et doit se faire à l'école, qui servira en même temps à la formation pédagogique des praticiens appelés à enseigner dans les cours professionnels ;

4° l'enseignement ménager doit être donné aux jeunes filles travaillant dans les usines.

Le Congrès considère les cours professionnels comme définis par le rôle qu'ils jouent dans l'apprentissage théorique et pratique : ils sont chargés d'assurer l'instruction professionnelle nécessaire pour l'exercice intelligent du métier ; ils complètent la formation pratique des apprentis partout où celle-ci se révèle insuffisante ; ils préparent l'apprenti à une vie humaine, en assurant sa culture générale ; ils le préparent aussi à la vie sociale et civique.

En conséquence, le Congrès émet le vœu :

1° que les cours professionnels s'adressent à la fois aux apprentis apprenant un métier qualifié et aux non-apprentis (manœuvres momentanés ou définitifs).

Ils entrent pour les premiers, dans l'organisation nécessaire d'un apprentissage méthodique et complet.

Ils ont pour but de donner aux seconds une instruction professionnelle qui leur permette, si possible, de devenir des ouvriers qualifiés dans la profession où ils exercent le métier de manœuvres, de manière à diminuer les risques de chômage qu'impose une trop rigoureuse spécialisation professionnelle et à leur donner, même pour leurs fonctions de manœuvres, un intérêt intelligent, et à stimuler en eux l'amour du métier, condition de leur bonheur.

Les cours professionnels pour non-apprentis peuvent viser l'apprentissage des tâches ménagères, nécessaires à toutes les femmes et, pour les hommes, l'apprentissage de travaux d'artisanat si importants pour l'entretien de la maison en particulier dans la vie. Ils contribuent ainsi au renforcement de la vie familiale et à la lutte contre l'exode rural.

2° que des cours spéciaux soient organisés pour les jeunes gens qui ont terminé leur apprentissage et désirent compléter leur instruction professionnelle. Ces cours, auxquels il conviendrait de réserver le terme de cours de perfectionnement, pourraient avoir lieu après la journée de travail.

3° que les cours professionnels, au contraire, pour apprentis et non-apprentis aient un caractère obligatoire, qu'ils aient lieu pendant la journée de travail, c'est-à-dire pendant la durée des occupations rétribuées.

4° que les cours soient organisés et administrés sous le contrôle de commissions locales professionnelles comprenant des patrons, des ouvriers, des éducateurs, et à titre consultatif, des personnalités professionnelles d'une compétence reconnue.

5° qu'un contact permanent soit établi et maintenu entre les cours et les groupements professionnels, par des inspections de professionnels officiellement désignés, par des stages pédagogiques et professionnels du personnel enseignant.

6° qu'à la suite d'examen de culture professionnelle pratique et théorique, des sanctions officielles soient prévues et organisées à l'intention des jeunes gens ayant fréquenté les cours professionnels.

7° que la fréquentation des cours soit contrôlée et sanctionnée.

8° que la culture générale tienne dans ces cours une place importante.

9° que si, dès le premier abord, on doit s'efforcer d'éveiller la curiosité et l'intérêt en limitant les connaissances aux choses dont l'utilité immédiate peut apparaître, on doit tendre à la formation de l'homme et du citoyen.

Il recommande que, dans tous les pays, les pouvoirs publics et l'initiative privée, les éducateurs, les patrons et les ouvriers s'unissent dans un effort commun et désintéressé pour développer une institution indispensable à l'exercice intelligent d'une profession comme à la préparation des hommes.

Il souhaite qu'à l'avenir, nul ne puisse échapper à l'obligation de s'instruire non seulement pour le profit person-

nel que l'apprenti peut en tirer pour l'exercice d'une profession mais aussi en vue du rôle qu'il est appelé à remplir.

QUATRIEME SECTION

Moyens à employer pour aider les techniciens sortis des Ecoles à travailler au perfectionnement de leur formation générale et technique dans le cadre de la profession.

VŒU

Le Congrès, considérant qu'il est nécessaire de favoriser le perfectionnement pratique et théorique des techniciens, préconise les moyens suivants :

1° dans les entreprises industrielles, les stages dans l'usine ou dans les établissements similaires, les réunions de techniciens, les encouragements aux études complémentaires, les enseignements par correspondance, les excursions ;

2° pour les organisations patronales ou ouvrières, les associations d'anciens élèves ; les cours et conférences de perfectionnement des techniciens ainsi que les publications et les bibliothèques de livres ou de films ;

Le Congrès émet le vœu :

1° que les pouvoirs publics encouragent les œuvres entretenues par les collectivités diverses en faveur du perfectionnement des techniciens ; que notamment, les pouvoirs publics participent à la création et au fonctionnement d'écoles spéciales ou d'instituts spécialisés ; qu'ils favori-

sent le développement de l'enseignement technique par le film, le disque et la T.S.F.

2° que dans les centres industriels importants soient créés, avec l'aide de l'Etat, des universités techniques.

3° que soient établies partout où le besoin se fait sentir, des monographies faisant connaître les organisations publiques ou privées qui, dans un pays ou dans une ville, sont mises à la disposition des techniciens en vue de leur perfectionnement.

CINQUIEME SECTION

Les stages industriels dans la formation de l'Ingénieur
Le rôle social de l'ingénieur

VŒU

Le Congrès, considérant que :

les stages industriels sont de la plus haute importance, aussi bien pour la formation sociale et morale des futurs ingénieurs que pour leur formation technique ;

émet le vœu :

1° que ces stages industriels soient effectués au cours et en fin d'études, suivant les règles et dans des conditions adaptées à la nature des études, à la situation des écoles. Il serait avantageux que certains de ces stages puissent se faire à l'étranger ;

2° que ces stages soient organisés avec la collaboration effective des industriels et surveillés sérieusement, que les stagiaires consignent dans des rapports leurs observations techniques et sociales ;

3° que les stages au cours de la scolarité soient l'objet de notes entrant dans la moyenne du diplôme ;

4° que les stages soient mis à la portée de tous les étudiants. Il ne peut être question d'imposer aux industriels l'obligation de recevoir des stagiaires ; cependant, frappés des immenses avantages que ces stages industriels procurent aux futurs ingénieurs et par ceux-ci à l'industrie, le Congrès émet le vœu de voir tous les industriels, que des motifs impérieux n'empêcheraient pas, aider de toutes manières, les futurs ingénieurs à effectuer des stages industriels aussi fructueux que possible.

Le Congrès, disant que l'ingénieur d'usine et même l'ingénieur de haute direction peut et doit aider puissamment à la solution de la question sociale par le relèvement de la condition matérielle, intellectuelle et morale des ouvriers et des employés,

Emet le vœu que :

1° dans l'éducation professionnelle des ingénieurs, il soit tenu compte du rôle social qu'ils sont appelés à jouer ;

2° les stages des élèves-ingénieurs et des jeunes ingénieurs soient organisés de façon à les mettre en état de bien comprendre la condition et le rôle de leurs collaborateurs ouvriers et employés ;

que les associations d'ingénieurs étudient le rôle social de l'ingénieur.

SIXIEME SECTION

a) Rapport de la Presse Technique et de l'Enseignement Technique.

VŒU

Le Congrès, renouvelant les vœux émis au Congrès de Paris et considérant les rapports étroits qui unissent l'enseignement technique et la presse technique qui, d'ailleurs, tendent tous deux à un but commun,

émet les vœux :

1° qu'une collaboration effective s'établisse réellement entre les deux organismes.

2° que de plus larges subventions soient accordées par le budget de l'enseignement technique pour l'organisation, dans les écoles techniques qui n'en sont pas encore pourvues, d'une documentation à l'usage des maîtres et des élèves, comprenant les principales revues techniques de la ou les branches se rapportant à l'enseignement de chacune de ces écoles.

3° qu'une rubrique spéciale soit créée dans les revues techniques pour recevoir les communications de l'enseignement technique.

4° que des démarches soient faites auprès des éditeurs de ces périodiques afin que, en considération de l'intérêt général en même temps qu'à titre de propagande pour leurs revues, ils veuillent bien consentir pour ces abonnements d'école des réductions importantes.

5° que les principales firmes industrielles instituent dans les usines surtout dans celles qui sont éloignées des

centres de documentation, des bibliothèques, comprenant les principales revues techniques françaises et étrangères, se rapportant à leur industrie et aux branches connexes, pour être mises à la disposition de leur personnel de tout grade.

6° que les revues techniques et les centres de documentation annexés aux bibliothèques adoptent le principe de la classification décimale et s'intéressent aux problèmes de normalisation qu'exige de plus en plus l'organisation mondiale de la documentation universelle.

b) Enseignement Ménager

VŒU

Le Congrès suggère pour le prochain Congrès International de l'Enseignement Technique, l'institution d'une section spéciale pour l'étude des trois points suivants :

1° Législation relative à l'enseignement ménager (enseignement obligatoire).

2° Méthode d'adaptation de l'enseignement ménager aux différentes situations familiales et professionnelles, développement et diffusion des méthodes d'ergologie adaptées à l'organisation ménagère.

3° Formation d'un personnel adapté aux différentes formes d'enseignement ménager.

c) Cours pour chômeurs

La section préconise :

1° L'organisation de cours pour jeunes chômeurs ;

2° *L'organisation de cours pour la réadaptation des chômeurs dont la profession a disparu ;*

3° *L'initiation temporaire des chômeurs aux travaux de jardinage et aux travaux d'appoint.*

d) Contrat d'Apprentissage

La section n'a pu, faute de temps, délibérer au sujet de la question du contrat d'apprentissage.

Elle a décidé de prier le Bureau International de fixer lui-même, à la lumière des rapports déposés, les directives nécessaires pour la présentation de la question aux Congrès ultérieurs.

Elle émet le vœu que le problème du placement au moment de l'entrée en apprentissage, suite naturelle de l'orientation professionnelle et élément nécessaire de l'apprentissage, soit mis à l'ordre du jour du prochain Congrès.

Elle émet le vœu que le problème des titres et diplômes d'ingénieurs et des techniciens soit mis à l'ordre du jour du prochain Congrès.

Congrès de Barcelone (1934)

PREMIERE QUESTION

ROLE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

- a) Au point de vue économique
- b) Au point de vue social

VŒU

Le Congrès International de l'Enseignement Technique

à Barcelone, considérant que l'importance économique et sociale de l'Enseignement Technique et Professionnel, mise en évidence par les faits, ne peut être contestée :

Que cet enseignement prend, aujourd'hui, la forme d'une éducation complète à la fois professionnelle, civique et humaine ;

que cette éducation, par la souplesse de ses méthodes, par l'étendue de ses enseignements, par le caractère à la fois économique et éthique de ses fins, convient parfaitement aux nécessités de la vie moderne ;

que cette éducation entre ainsi dans le plan de développement de toutes les nations civilisées ;

Emet le vœu :

que l'enseignement technique et professionnel ait, dans l'éducation nationale de tous les pays, la place que mérite son importance incontestée.

DEUXIEME QUESTION

ORIENTATION PROFESSIONNELLE

- a) Comment utiliser, pour l'Orientation professionnelle, la dernière année de scolarité.
- b) Le rôle du médecin en Orientation professionnelle :
 - fiche médicale ;
 - utilisation des cardiaques.
- c) Le placement de l'apprenti au moment de l'entrée en apprentissage, suite naturelle de l'Orientation professionnelle.

VŒU

- 1° *que dans les pays qui n'ont pas encore mis leur lé-*

gislation scolaire en harmonie avec les suggestions de la Conférence Internationale du Travail, en ce qui concerne l'âge d'admission des enfants au travail, les Organisations se préoccupant de l'Enseignement Technique mènent une campagne pour obtenir que la fixation de cet âge soit adoptée sans tarder.

2° que là où les diverses années de la scolarité obligatoire soient utilisées à la fois pour la culture générale de l'enfant et pour des travaux qui le préparent au choix du métier et à la vie professionnelle ;

3° qu'il soit instituée une Commission internationale pour l'étude d'une fiche médicale type, suivant les principes exposés dans le rapport de la Section, c'est-à-dire d'une fiche dont une partie préliminaire, strictement clinique, doit rester entre les mains du médecin, et dont une seconde partie, ne se référant pas aux données cliniques, mais aux prévisions sur le succès du candidat dans certaines conditions de travail, serve à l'Orientation Professionnelle ;

4° qu'il soit dressé une liste de professions susceptibles d'être exercées par les cardiaques, à mettre à la disposition des Bureaux d'Orientation Professionnelle ;

5° que les liens entre les écoles techniques et les domaines de l'activité professionnelle, en tenant compte de l'organisation sociale et politique des différents pays, deviennent partout le plus étroits possibles : c'est-à-dire que l'organisation et la législation de l'école se moulent sur les exigences pratiques de la future activité professionnelle et que la législation du travail prévoit obligatoirement le perfectionnement de l'instruction professionnelle de l'apprenti et du jeune ouvrier ;

6° que le Bureau International de l'Enseignement Technique mette à l'étude la question de l'éducation professionnelle des déficients physiques ou intellectuels et qu'une enquête soit ouverte pour ce qui a pu être réalisé dans ce sens dans les pays.

*
* *

Le Congrès,

Considérant qu'on ne saurait admettre que l'Orientation Professionnelle conduise les enfants, à la sortie de l'école primaire dans une impasse où ils ne trouveraient plus aucun soutien, ni pour leur placement, ni pour le contrôle de leur formation personnelle ;

Emet le vœu :

Que, par la profession et avec l'appui des Pouvoirs Publics, des Organismes soient constitués, dans le cadre des lois nationales pour recevoir, à la sortie des écoles, les enfants qui se destinent aux métiers, les guider dans leur placement et exercer sur eux une tutelle bienveillante pendant toute la durée de l'apprentissage.

TROISIEME QUESTION

APPRENTISSAGE

- a) Programme et méthodes de l'Enseignement Professionnel pratique à l'atelier.
- b) Technologie : sa pédagogie, rapport avec le dessin, le travail à l'atelier, matériel didactique.

VŒU

- a) L'apprentissage demande l'école, au moins dans la pé-

riode d'initiation (préapprentissage) et pour un certain nombre de métiers.

b) L'importance des programmes et des méthodes, si grande soit-elle, suppose d'abord la valeur du maître. Il semble, cependant, qu'il y a un parfait accord à recommander une série progressive de travaux pratiques et une tendance à obtenir la fabrication rapide d'objets utiles.

Il faut toujours tenir compte, dans les méthodes d'enseignement, du facteur humain.

La technologie, le dessin et les travaux pratiques sont intimement liés.

c) La commission, en outre, exprime le désir qu'à l'occasion du prochain congrès soit organisée une exposition de cours scolaires et d'outillage scolaire et démonstratif à l'usage de l'instruction industrielle.

QUATRIEME QUESTION

APPRENTISSAGE ET CHOMAGE

- a) Répercussion du chômage sur l'apprentissage.*
- b) Apprentissage du jeune chômeur.*
- c) Rééducation de la main-d'œuvre déjà formée.*

VŒU

Le Congrès,

considérant que le chômage des adolescents constitue un des plus graves dangers pour la civilisation,

Emet le vœu :

que toutes mesures soient prises pour écarter les nom-

*breux inconvénients du chômage, par un enseignement professionnel approprié,
par la création d'ateliers spéciaux de formation professionnelle,
par l'organisation de sociétés sportives.*

CINQUIEME QUESTION

CADRES SUPERIEURS

- a) Réglementation et débouchés de l'Enseignement Technique supérieur.
- b) Protection du titre d'Ingénieur.

VŒU

I

Le Congrès confirme les conclusions arrêtées au Congrès de Paris de 1931 :

1° Que la formation des Ingénieurs puisse se faire par différents moyens à la condition essentielle :

d'y consacrer un temps suffisant,

de s'appuyer sur une culture générale convenable,

de comporter, comme partie exigible de tous, les enseignements constituant le « fonds commun de connaissances techniques de l'ingénieur » à la condition de considérer ces enseignements à la fois comme instrument de culture et comme base de documentation ultérieure tout en tenant compte des aptitudes individuelles,

d'être parachevé par l'enseignement de la spécialité qui sera choisie.

II

Le Congrès :

- *considérant que l'activité professionnelle de l'ingénieur, à l'inverse de celle des professions libérales, s'étend au domaine international ;*
- *qu'il est donc nécessaire, pour établir la réglementation de l'enseignement technique supérieur et la protection du titre qu'il confère, de procéder à une étude d'ensemble analysant comparativement la situation de chaque pays ;*

Emet le vœu :

de voir établir par les soins du B.I.E.T. l'équivalence des titres de degrés divers, délivrés aux diplômés des écoles techniques supérieures par les différents états.

III

Réglementation de l'Enseignement Technique supérieur

Le Congrès :

- *considérant que les candidats ingénieurs doivent posséder une culture générale correspondant aux études secondaires complètes ou à des études techniques de même degré ;*
- *que la formation des ingénieurs doit s'effectuer dans une école à culture scientifique ;*

Emet le vœu :

- 1° *Que l'organisation d'ensemble des écoles techniques supérieures dont l'étude est confiée au B.I.E.T. comprenne en principe trois degrés :*
 - a) *des écoles techniques préparant aux services*

d'exécution et développant l'enseignement des sciences appliquées et de la technologie,

b) des écoles techniques assurant une culture scientifique plus large que les premières et préparant surtout aux services de conception et de direction,

c) des Instituts spécialisés recrutant parmi les diplômés des deux autres catégories d'écoles.

2° *Que les industriels et les associations d'industriels et de techniciens d'industrie fassent partie des conseils de Direction des Ecoles techniques supérieures pour donner leur avis sur les programmes et le fonctionnement des écoles.*

IV

Débouchés de l'Enseignement Technique supérieur

Le Congrès :

- *considérant le nombre de plus en plus élevé des ingénieurs diplômés,*
- *considérant la valeur inégale des diplômes d'ingénieur,*
- *considérant l'encombrement des carrières d'ingénieur,*

Emet le vœu :

- *Que l'admission dans les Ecoles Techniques Supérieures soit rendue plus difficile ;*
- *Que la délivrance du diplôme soit soumise au contrôle strict de l'Etat ;*
- *Que les familles soient avisées des difficultés éprouvées actuellement par les Ingénieurs pour trouver un emploi ;*

- *Qu'une juste proportion soit établie entre le nombre des ingénieurs et les besoins de la production ;*
- *Qu'un plan de travaux d'intérêt général soit mis en œuvre pour faciliter l'engagement des Ingénieurs.*

V

Protection du titre d'Ingénieur

Le Congrès :

- *considérant que le titre d'Ingénieur n'est pas actuellement protégé d'une manière générale ;*
- *que les industriels ont pris l'initiative de créer des établissements d'enseignement technique supérieur privé permettant aux jeunes ingénieurs de compléter leur formation scientifique par une spécialisation professionnelle déterminée ;*
- *que les autodidactes doivent pouvoir justifier de leurs connaissances en postulant le titre d'Ingénieur ;*
- *que la plupart des législations sont entrées dans la voie de la réglementation du diplôme d'ingénieur ;*
- *considérant la nécessité de tenir compte de toutes les situations antérieurement acquises en matière de titres, de droit ou de fait ;*

Emet le vœu :

- *qu'une réglementation relative aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'ingénieur diplômé soit généralisée par les divers pays :*

1° *En maintenant le fonctionnement des écoles privées d'enseignement technique supérieur qui, après avoir obtenu, de l'autorité compétente, la faculté de délivrer des*

diplômes d'ingénieur, se soumettront au contrôle permanent de cette autorité, pour les conditions dans lesquelles est assurée la formation professionnelle de l'Ingénieur et procéderont au dépôt des diplômes qu'elles délivrent ;

2° En organisant la délivrance, par les Etats, d'un diplôme spécial aux autodidactes qui justifieront d'un nombre suffisant d'années de pratique industrielle ;

3° En déterminant les conditions auxquelles doivent satisfaire les diplômes des Ingénieurs étrangers pouvant être admis concurremment avec ceux des Ingénieurs nationaux ;

4° En obligeant les ingénieurs qui se prévalent du titre d'Ingénieur diplômé à faire suivre ce titre du nom de l'Ecole qui l'a délivré.

5° En protégeant, par les voies pénales, les titres d'Ingénieurs diplômés.

SIXIEME QUESTION

LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

VŒU

*Considérant que le contrat d'apprentissage doit être
un contrat de garantie,
un contrat d'éducation,
et un régulateur de formation professionnelle ;*

Emet le vœu :

que soit rendu obligatoire le contrat écrit d'apprentissage ;

que soit contrôlée la formation professionnelle de l'apprenti.

Congrès de Rome (1936)

PREMIERE QUESTION

L'Enseignement Technique et la Vie Economique

Le VI^e Congrès International de l'Enseignement Technique après avoir amplement discuté la première question relative à l'enseignement technique et la vie économique, dans la conviction que l'enseignement technique est la base nécessaire au progrès économique comme facteur de nouvelles énergies, comme perfectionnement de méthodes de recherche et de production, élève les conditions matérielles et morales des travailleurs et crée dans le travail une solidarité sociale plus élevée, émet le vœu que les Etats, en en comprenant l'importance substantielle, favorisent le progrès de cette branche de l'activité vers la vie dans l'intérêt supérieur de la prospérité nationale,

reconnaissant dans l'enseignement technique un des éléments les plus efficaces pour la mise en valeur de la vie économique des peuples dans ses différents aspects industriels, commerciaux, bancaires et agricoles et, pour le progrès de la civilisation à travers l'élément culturel et professionnel des grandes catégories sociales qui représentent la technique dans ses formes multiples,

Emet les vœux :

a) que l'enseignement technique, tout en se développant en parfaite adaptation à la réalité économique en fonction de laquelle il travaille, tende à donner aux techniciens une culture générale et sociale adaptée à l'import-

tance des tâches qu'ils sont appelés à assumer dans la société moderne ;

b) que les associations professionnelles, interprètes sensibles des nécessités et des orientations de la production, des échanges et du travail, soient appelées à collaborer étroitement avec l'Etat, et avec des associations spécialisées dans l'étude des problèmes de l'enseignement technique ;

c) que le B.I.E.T. poursuive ses travaux de coordination et d'organisation de l'enseignement technique sur le plan international, notamment :

1° que le B.I.E.T. établisse la correspondance des divers diplômes professionnels délivrés dans chaque nation affiliée pour la qualification professionnelle (industrielle, commerciale, agricole) aux divers degrés ;

2° que le B.I.E.T. tienne informés ses membres du sens et des résultats des expériences tentées pour donner une formation ou une rééducation professionnelle aux chômeurs adolescents afin de leur ouvrir l'accès de métiers non encombrés ;

d) que la scolarité soit prolongée, la dernière année devant permettre l'orientation professionnelle et un pré-apprentissage général ;

e) que, selon les moyens propres à chaque nation, les enfants soient obligés, de 15 à 18 ans, de recevoir dans les entreprises ou dans des cours professionnels une formation technique culturelle et pratique qui leur garantisse la connaissance méthodique et complète d'un métier ;

f) que la préparation des cadres moyens (contremaîtres ou agents de maîtrise) soit organisée et qu'elle comprenne un enseignement du rôle de l'homme dans la production,

qu'il s'agisse d'écoles spécialisées de techniciens ou de cours de perfectionnement ouverts aux ouvriers de l'industrie ;

g) que l'étude du facteur humain soit poursuivie et que l'orientation professionnelle soit généralisée avec la préoccupation d'éviter les spécialisations prématurées. A cet égard le congrès pense que les métiers doivent être groupés par familles non d'après leurs objets, mais selon les aptitudes humaines fondamentales qu'ils exigent.

Recommandation

Considérant que l'organisation de l'industrie moderne veut des ingénieurs préparés à leur tâche dans le présent et dans l'avenir,

demande

que le prochain congrès porte à son ordre du jour la question suivante :

« L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR » :

a) la formation des ingénieurs,

b) la place de l'enseignement technique supérieur dans l'Enseignement Universitaire.

DEUXIEME QUESTION

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET SA CONTINUE

a) l'Education Physique comme auxiliaire de l'Orientation Professionnelle ; l'aide qu'elle peut apporter aux travaux de laboratoire.

- b) le travail manuel, révélateur d'aptitudes.
- c) la croissance est-elle de nature à modifier l'Orientation Professionnelle des adolescents ?
- d) les attitudes au travail et la détermination des aptitudes professionnelles. L'Education de ces aptitudes.

Le Congrès, considérant que :

- 1° *l'œuvre d'orientation professionnelle requiert nécessairement des observations répétées et prolongées qui concernent toute la personnalité de l'élève ;*
- 2° *que la constatation des aptitudes professionnelles ne peut être séparée de l'éducation des aptitudes mêmes ;*
- 3° *que, par conséquence, l'œuvre d'orientation a son siège premier et principal dans l'école et doit être continuée pendant l'apprentissage ;*
- 4° *que la constatation des aptitudes professionnelles se fonde sur la connaissance de toute la personnalité du sujet et doit laisser ouvert le plus de possibilités aux ressources et à la capacité d'adaptation des jeunes ;*

Emet le vœu :

qu'on pourvoie, avec des critères généraux à la préparation générale et spécialement psychologique du personnel chargé de recueillir les informations sur lesquelles on doit fonder le conseil d'orientation (personnel enseignant des matières générales et pratiques, y compris l'éducation physique ; médecins ; surveillants d'usine, de magasin, etc...)
qu'on établisse des critères généraux quant aux rapports entre l'école, les organisations professionnelles et les or-

ganisations de la jeunesse, de manière que les jeunes soient surveillés et assistés jusqu'à leur classement judicieux dans une catégorie professionnelle.

*
* *

Le VI^e Congrès International de l'Enseignement Technique affirme l'importance de l'éducation physique pour l'orientation professionnelle et pour la préparation des jeunes travailleurs et émet les vœux suivants :

- 1° que l'éducation physique soit étendue à toutes les écoles préprofessionnelles et professionnelles ;*
- 2° que les apprentis et les jeunes travailleurs puissent en jouir jusqu'à la 18^e année, comme c'est le cas, par exemple, en Italie ;*
- 3° qu'on établisse des rapports aussi étroits que possible entre l'œuvre d'éducation physique et les bureaux d'orientation professionnelle avec les modalités qui semblent tour à tour opportunes et en tenant compte de la continuité d'orientation professionnelle ;*
- 4° que les maîtres d'éducation physique soient tout spécialement préparés à la collaboration avec le service d'orientation professionnelle au cours de leurs études ;*
- 5° que, si cette préparation ne peut se faire, ils puissent fréquenter des cours d'information, les amenant à cette collaboration ;*
- 6° que les maîtres d'éducation physique, là où il n'y a pas de service d'orientation professionnelle, en collaboration et éventuellement en se substituant aux*

médecins et autres éducateurs, aident les jeunes gens et leurs familles dans le choix de la profession;

7° que la collaboration scientifique soit maintenue et étendue entre ceux qui étudient la psychologie, l'orientation professionnelle et l'éducation physique.

★

★ ★

Le Congrès émet le vœu qu'on favorise et qu'on aide les recherches scientifiques qui ont une importance et qui peuvent s'appliquer à l'étude du problème du travail des jeunes gens.

Comme premier problème, on signale celui de la motricité, qui doit être étudié surtout comme manifestation de la personnalité toute entière dans ses adaptations, particulièrement aux tâches du travail.

A cet effet, il émet le vœu, que le travail manuel constitue un des enseignements les plus importants en ce qui concerne la détermination et le développement des aptitudes professionnelles.

Le VI^e Congrès International de l'Enseignement Technique, réuni à Rome,

considérant

l'importance sociale de l'éducation et de l'éducation professionnelle des anormaux physiques, sensoriels et mentaux,

Emet le vœu :

que le B.I.E.T. coordonne les études sur les problèmes de

l'éducation pré-professionnelle et de l'orientation professionnelle des anormaux,

- a) *en rassemblant toute la documentation bibliographique publiée sur ces différents problèmes ;*
- b) *en inscrivant au programme des travaux du prochain Congrès l'étude de cette question.*

Etant donné qu'on ne peut séparer la question de l'étude de la personnalité de l'enfant, en ce qui concerne son aptitude générale au travail, de la connaissance précise des caractéristiques psychologiques des professions, le Congrès émet le vœu que la question des profils professionnels soit étudiée d'après des directives générales uniformes.

Ces directives doivent être suggérées aux chercheurs par les organes centraux de l'enseignement technique, en pleine collaboration avec les institutions spécialisées dans l'étude de l'organisation rationnelle du travail, lesquelles, pour leur structure intrinsèque, tiendront compte de l'expérience des associations professionnelles des employeurs et des employés.

*

* *

Le Congrès International de l'Enseignement Technique à Rome émet le vœu :

que soit nommée une commission internationale de médecins, dans le but de préparer une fiche médicale selon les directives fixées par le B.I.E.T. dans sa communication au Congrès de Rome.

La fiche médicale internationale sera semblable à celle déjà adoptée par la Direction générale de l'Enseignement

Technique en Italie pour constater si les jeunes gens sont sains et aptes au travail auquel l'école les prépare.

La fiche à proposer doit être très simple, de façon à pouvoir être rédigée par tout médecin dans les plus petits centres d'écoles professionnelles.

Le Congrès International de l'Enseignement Technique à Rome considérant l'importance de la participation du médecin dans l'œuvre de l'orientation professionnelle émet le vœu qu'il soit pourvu d'une façon adéquate pendant la période de formation des nouveaux médecins, c'est-à-dire pendant les années d'université, à l'intégration de la culture de caractère purement médical par une bonne préparation dans le domaine de la psychologie et de la psychotechnique.

TROISIEME QUESTION

La formation du personnel d'atelier chargé de l'enseignement pratique dans les établissements d'Enseignement Technique ou Professionnel.

VUS les rapports qui, à l'unanimité, affirment que, pour la formation du personnel d'atelier chargé de l'enseignement pratique on doit choisir des techniciens auxquels il sera donné, ensuite et dans ce but, une formation pédagogique ;

ENTENDU le rapport et les conclusions de M. HIERNAUX, Rapporteur général.

Emet les vœux suivants :

- 1° Que les maîtres chargés des exercices pratiques dans les écoles et dans les instituts d'instruction indus-

trielle soient préparés, d'une façon adéquate, au point de vue professionnel et de la connaissance du métier, et au point de vue pédagogique, en laissant à chaque pays le soin de réaliser cette finalité et nécessité de la façon qui correspond le mieux à son organisation scolaire et industrielle.

- 2° Qu'à l'occasion du prochain Congrès, le B.I.E.T. organise une conférence pédagogique internationale entre les maîtres d'atelier les mieux qualifiés pour l'enseignement d'un même métier et, en même temps, une Exposition Internationale d'Outillage scolaire et de Matériel didactique utilisé pour l'enseignement des technologies des métiers.
- 3° que le B.I.E.T. inscrive au programme des travaux du prochain Congrès la question du recrutement des Directeurs des Ecoles Professionnelles créées dans le but de former la main-d'œuvre qualifiée.

QUATRIEME QUESTION

La Préparation de la Femme
à son rôle spécial dans la Vie Economique

- a) aux fonctions domestiques,
- b) à l'exercice des professions qui lui sont propres.

La 4^e Commission, après avoir discuté amplement la question propose :

1. — Orientation Professionnelle.

« Que, dans tous les pays, l'orientation professionnelle des jeunes filles soit développée et tienne compte :

- a) de leurs aptitudes particulières (vocation) ;
- b) de leurs possibilités physiques ;
- c) des débouchés ».

2. — Enseignement Professionnel.

Le Congrès International de l'Enseignement Technique qui s'attache spécialement à l'étude des professions manuelles et techniques, sans préjuger des autres carrières ouvertes aux femmes (enseignement, carrières libérales et administratives, etc...) émet le vœu :

« Que, dans un intérêt à la fois individuel et national, les services de l'enseignement technique de chaque pays contribuent à développer des écoles et des cours professionnels féminins ou accessibles aux femmes ».

3. — Enseignement ménager.

Le Congrès International de l'Enseignement Technique, considérant que la femme, gardienne du foyer, doit, quelle que soit sa situation sociale ou professionnelle, être capable de remplir ses devoirs familiaux et ménagers, émet le vœu :

« Que, dans les pays, la préparation familiale et ménagère soit rendue obligatoire dans les établissements scolaires ».

CINQUIEME QUESTION

Divers

Le Congrès de l'Enseignement Technique : reconnaît tout l'intérêt que présentent la presse et le ciné-

ma techniques pour l'enseignement et plus en général pour la formation d'une conscience technique ; constate que :

- a) *pour la presse technique, il est important d'établir une coordination sur le plan national et international des activités très importantes qui existent déjà ;*
- b) *pour le cinéma technique, il s'agit d'accomplir une véritable action de propulsion selon des directives rationnelles, en collaboration avec l'I.C.E.*

demande que les deux questions soient portées à l'ordre du jour du VII^e Congrès International.

Bibliographie

1. — COMPTES RENDUS DES CONGRES INTERNATIONAUX DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Compte rendu du Congrès International de l'Enseignement technique de Paris (1900) — Librairie NOUY et Cie, 63, Bd St-Germain — Paris 1900.

Compte rendu du Congrès International de l'Enseignement technique de Charleroi (1925), 2 volumes — Imprimerie provinciale, Charleroi (Belgique), 1926.

Compte rendu du Congrès International de l'Enseignement technique de Liège (1930) — Imprimerie A. LAROCK, 19, rue Varin, Liège.

Compte rendu du Congrès International de l'Enseignement technique de Paris (1931), 2 volumes — B.I.E.T., 2, Place de la Bourse, Paris 2°.

Compte rendu du Congrès International de l'Enseignement technique de Bruxelles (1932), 2 volumes — B.I.E.T., 2, Place de la Bourse, Paris (2°).

Compte rendu du Congrès International de l'Enseignement technique de Barcelone (1934), 2 volumes — B.I.E.T., 2, Place de la Bourse, Paris (2°).

2. — ARCHIVES DU B.I.E.T.

Correspondance, rapports dactylographiés, documents officiels, ayant trait à la constitution et à l'activité du B.I.E.T.

3. — REVUES

Informations du B.I.E.T.

Rédaction et Administration, 2, Place de la Bourse, Paris (2^e), numéros 1 à 9.

Problemi di Produzione. — Pubblicazione della Scuola di Magistero coordinata al R. Istituto Nazionale d'Istruzione Professionnale in Roma.

De nombreux journaux et revues, français et étrangers, ont publié des articles sur le Bureau International de l'Enseignement technique et sur ses travaux.

Table des Matières

INTRODUCTION	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Histoire et Organisation générale du B.I.E.T.

CHAPITRE PREMIER. — ORIGINE ET NAISSANCE DU B.I.E.T.	7
---	---

SECTION I. — <i>Les précédents</i>	7
--	---

SECTION II. — <i>Genèse du B.I.E.T.</i>	9
---	---

SECTION III. — <i>Période d'organisation</i>	17
--	----

CHAPITRE II. — LE STATUT	25
------------------------------------	----

SECTION I. — <i>Objet du B.I.E.T.</i>	26
---	----

SECTION II. — <i>Organisation Générale</i>	29
--	----

SECTION III. — <i>Personnel Permanent</i>	36
---	----

SECTION IV. — <i>Budget</i>	38
---------------------------------------	----

CHAPITRE III. — APPLICATION PRATIQUE DU STATUT. MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS APPORTÉES AU STATUT	43
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Activité du B.I.E.T.

CHAPITRE PREMIER. — RAPPORTS AVEC LES GOUVERNEMENTS ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX.	57
SECTION I. — <i>Rapports avec les Gouvernements</i>	57
SECTION II. — <i>Rapports avec le B.I.T.</i> ..	61
SECTION III. — <i>Rapports avec d'autres Organismes</i>	73
CHAPITRE II. — LES CONGRÈS	77
CHAPITRE III. — ACTIVITÉS DIVERSES	85
SECTION I. — <i>Feuille d'Informations</i> .. .	85
SECTION II. — <i>Enquêtes</i>	89
SECTION III. — <i>Documentation, Centralisation de Renseignements, Voyages d'Etudes</i>	92

TROISIÈME PARTIE

Conclusion

SECTION I. — <i>L'œuvre du B.I.E.T.</i> .. .	99
SECTION II. — <i>L'avenir du B.I.E.T.</i> .. .	103

